

## Pluralité monétaire et monnaies « de crise » en Argentine, 2001-2003<sup>1</sup>

Mariana Luzzi<sup>2</sup>

Universidad Nacional de General Sarmiento

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les systèmes monétaires modernes se sont organisés autour de monnaies territorialement homogènes et exclusives (Helleiner, 2003). Néanmoins tout au long de l'histoire divers processus sont venus remettre en question cette exclusivité. L'utilisation de monnaies étrangères au sein d'un territoire national a constitué l'un d'entre eux ; la diffusion croissante du dollar comme monnaie parallèle dans divers pays du tiers-monde –dont l'Argentine-, à partir des années 1970, en est l'un des exemples les plus paradigmatiques.

Or, dans l'Argentine des dernières décennies la pluralité monétaire ne s'est pas limitée à la présence du dollar dans les transactions. Elle a également pris la forme de la diffusion des monnaies provinciales, créées par les états provinciaux dans des contextes de pénurie fiscale, afin de pouvoir faire face à leurs obligations (salaires, retraites, contrats, services, etc.). Ce phénomène, qui dans certaines régions a commencé à se produire de manière récurrente dès le milieu des années 1980, a atteint une ampleur inédite pendant la crise de 2001, lorsque 14 des 24 districts du pays, ainsi que l'État central ont émis des titres destinés à être utilisés comme moyen de paiement courant.

Condamnées comme des fausses monnaies, fortement critiquées tant à l'intérieur du pays que par les observateurs internationaux, ces monnaies ont cependant joué un rôle central dans la crise, permettant d'assurer –entre autres- la continuité de la chaîne des paiements.

Appuyé sur une étude de cas, ce travail vise à analyser le processus de création, mise en circulation et ultérieur rachat des monnaies provinciales dans le contexte de la crise de 2001 en Argentine. Pour cela nous considérerons tant le point de vue de l'État, responsable de la création monétaire, comme celui des acteurs institutionnelles et des habitants des provinces, ce qui nous permettra de rendre compte des modes d'usage, calcul et représentation dont ces monnaies ont été l'objet. Ce faisant, nous nous proposons non seulement de rendre compte de l'une des principales dimensions de la pluralité monétaire en Argentine, mais aussi de contribuer à la compréhension des crises monétaires contemporaines, et notamment des réponses que les institutions et les individus élaborent face à elles.

Fondé sur une enquête menée entre 2005 et 2006 à la ville de Córdoba, ce travail est organisé en trois parties. Tout d'abord, nous examinerons les caractéristiques principales des émissions réalisées par les provinces argentines lors de la crise de 2001-2002. Ceci supposera de prendre en compte à la fois les conditions, les décisions et les dispositifs qui ont fait ces émissions possibles. Ensuite, à partir du cas

---

<sup>1</sup> Texte préparé pour le Séminaire SCOOPS (Seminars and Colloquia on Ökonomie, Politics and Society), Maxpo, 30 janvier 2014.

<sup>2</sup> Instituto de Ciencias, Universidad Nacional de General Sarmiento. Contact: J. M. Gutierrez 1150 (1613) Los Polvorines, Pcia. de Buenos Aires, Argentine. Email: mluzzi@ungs.edu.ar

de la province de Córdoba, nous nous concentrerons sur le processus de création monétaire, considérant tant les actions du gouvernement que le rôle joué par différents acteurs sociaux dans la mise en circulation de la nouvelle monnaie. Enfin, nous analyserons les dynamiques de cet espace plurimonnaire, faisant particulièrement attention aux circuits de circulation de la monnaie provinciale, à la hiérarchie des monnaies dans laquelle celle-ci s'insère et aux frontières sociales qu'elle contribue à produire et/ou reproduire. Dans la conclusion, nous reprendrons les analyses précédentes pour les considérer à la lumière de la littérature socio-économique contemporaine sur la monnaie. Cette mise en perspective théorique nous permettra de revenir sur l'un des principaux enjeux de la pluralité monétaire – les conversions, ainsi que de souligner la centralité de cette pluralité dans la compréhension des processus de construction sociale des monnaies –et plus largement, de l'argent.

## **1- Les monnaies provinciales en contexte**

Le territoire de l'Argentine, divisé en vingt-quatre districts, est non seulement vaste mais aussi fortement marqué par de grandes disparités entre les provinces. Selon des estimations de la Commission Économique pour l'Amérique latine (CEPAL), en 2000 les cinq districts les plus importants du pays en termes économiques et de population (les provinces de Buenos Aires, Córdoba, Santa Fe et Mendoza, et la capitale fédérale) généraient environ 78% du PIB régional du pays. Les disparités étaient néanmoins notoires : tandis que Buenos Aires et la capitale concentraient 58% du produit intérieur brut total, Córdoba et Santa Fe représentaient 8% chacune et Mendoza seulement 4% (Cetrángolo et Gatto, 2002: 32).

Bien que les disparités entre régions aient une longue histoire dans le pays, les réformes néolibérales mises en place dans les années 1990 les ont accentuées, tel que le montrent l'évolution du niveau d'endettement et celle du déficit fiscal des provinces. À l'intérieur du pays, ces réformes ont contribué à provoquer des situations critiques, surtout du fait de la réorganisation des banques publiques provinciales, qui ont bien souvent fini par être privatisées. C'est ainsi que les gouvernements provinciaux ont perdu un des instruments privilégiés du financement de leur déficit et ont dû recourir au financement du marché privé dans des conditions plus strictes (Cetrángolo et Gatto, 2002: 12-15). En même temps, cet endettement (surtout auprès du système financier) s'est réalisé en utilisant comme garantie les ressources fiscales transférées par le gouvernement national, ce qui a réduit encore plus la marge de manœuvre fiscale des provinces<sup>3</sup> (Cetrángolo et Gatto, 2002: 20 ; Théret et Zanabria, 2007: 24).

---

<sup>3</sup> Une des conséquences de ce type d'endettement est qu'il annule la capacité de fixer des priorités budgétaires mois après mois. En effet, ce type de garanties suppose que le paiement aux créanciers soit réalisé de manière automatique, ce qui oblige les provinces à trouver un financement alternatif pour affronter le paiement de leurs dépenses de fonctionnement (Cetrángolo et Jiménez, 2004: 35). Pour évaluer l'importance de ces effets, il suffit de signaler qu'en 2001, neuf provinces parmi les vingt-trois, allouaient 50% des recettes qu'elles percevaient de l'État central au paiement de leur dette. Un accord signé par le gouvernement central avec les provinces une fois que la crise avait éclaté – en février 2002 – a fixé un seuil pour l'utilisation des ressources fiscales comme garantie d'endettement. À partir de ce moment-là seulement 15% des ressources reversées par l'État central pouvait être affecté à ces opérations.

Durant 2001, dans un contexte de sérieuses difficultés de l'État argentin pour accéder au financement extérieur, l'État central a adopté un ensemble de mesures destinées à assurer l'équilibre fiscal, lequel comprenait la réduction de toutes les dépenses de l'État à hauteur de 13% – y compris des salaires, des retraites, du paiement des fournisseurs et des transferts aux provinces – et le lancement d'un programme volontaire d'échange de dette. Ces décisions n'ont fait qu'approfondir la crise des provinces, qui dans bien des cas ont été confrontées à des retards dans les paiements des salaires et ont dû avoir recours – en reprenant une mesure qu'elles avaient souvent appliquée dans le passé – aux titres de la dette publique (connus habituellement comme « *bonos* ») pour le paiement des obligations : c'était la naissance des monnaies provinciales.

Les sources d'information officielle étant rares et peu systématiques, l'évaluation des caractéristiques et de l'impact de ces émissions de titres de la dette publique provinciale n'est pas simple. De fait, même le nombre de districts ayant émis des bons à partir de 2001 fait l'objet de discussions : quelques auteurs soutiennent que dix provinces parmi les vingt-trois l'ont fait (Argañaraz et al, 2003), d'autres parlent de onze (Schvarzer et Finkelstein, 2003 ; Sbatella, 2002), d'autres de quatorze (Théret et Zanabria, 2007) et finalement un dernier groupe soutient qu'elles étaient quinze (Licari et al., s.d. ; Chelala, 2003).

Si nous considérons les dix provinces mentionnées par toutes les sources, il apparaît que six d'entre elles sont des districts qui ont émis des bons pour payer des salaires, des fournisseurs et des dettes de l'État provincial à *partir de 2001*, tandis que les quatre autres (Tucumán, La Rioja, Catamarca et Corrientes) avaient commencé à le faire longtemps auparavant (dès le milieu des années 1980 dans certains cas ; dans les années 1990 pour d'autres) et elles avaient encore des bons en circulation au moment de la crise. Ces dix provinces ont adhéré en 2003 au Programme d'Unification Monétaire qui devait récupérer les bons en circulation, ce qui explique la concordance entre les sources.

En ce qui concerne les autres provinces mentionnées, une seule avait des bons avant la crise de 2001, quatre autres auraient réalisé des émissions entre 2001 et 2002. Dans la mesure où les sources qui les mentionnent offrent une information sur les volumes d'émission, nous considérons ici toutes les provinces qui avaient leurs propres bons en circulation entre 2001 et 2002, quel que soit le moment de l'émission, récent ou ancien (y compris celles où circulaient des bons émis par d'autres provinces – comme Jujuy et Chubut).

**Tableau 1. Monnaies provinciales en circulation entre 2001 et 2002**

	Monnaie	Province	Date de création
1	Bocade	La Rioja	1985
2	Bocade	Tucumán	1993
3	Boncafor	Formosa	2001
4	Bono Público	Catamarca	1993
5	Cecacor	Corrientes	1999
6	Cemis	Misiones	1996
7	Federal	Entre Ríos	2001 (novembre)
8	Huarpes	San Juan	s.d.
9	Lecor	Córdoba	2001 (novembre)

	Monnaie	Province	Date de création
10	Letras	Tierra del Fuego	s.d.
11	Patacón (I et II)	Buenos Aires	2001 (juillet)
12	Petrobono	Río Negro	s.d.
13	Petrom	Mendoza	2002 (mai)
14	Quebracho	Chaco	2001
15	Lecop	(État central)	2001

Source : élaboration de l’auteur à partir de données d’Argañaraz et al, 2003 ; Chelala, 2003 ; Licari et al., s.d. ; Schvarzer et Finkelstein, 2003 ; Théret et Zanabria, 2007.

Il faut aussi tenir compte du fait que l’État central a émis des bons du Trésor pour le remboursement de ses obligations (« *lecop* »), lesquels étaient au départ destinés à effectuer les paiements aux provinces – mais qui par la suite ont également été utilisés à d’autres fins. Ainsi, aux quatorze monnaies provinciales existantes en 2002, il faut ajouter le *lecop*, ce qui fait un total de quinze bons en circulation.

Le processus d’émission de bons développés à partir de 2001 n’est pas nouveau en soi. Ce qui le distingue c’est sa diffusion généralisée, le volume de l’émission –qui selon certaines estimations a fini par représenter 40% de l’émission monétaire en pesos– et le fait que l’État central y a également participé, au moyen de l’émission du *lecop*. Bien que la majorité des bons rapportent un intérêt (autour de 7% par an), leur impression en billets de faible valeur nominale et leur remise massive aux employés publics, retraités et fournisseurs de l’État a fait que leur usage dans les transactions ait surtout été consacré à l’achat et dans une moindre mesure à l’investissement. C’est pourquoi aussi bien dans la presse que dans les documents officiels ils ont été communément désignés comme des « *cuasimonedas* » [quasi-monnaies]<sup>4</sup>.

Ces monnaies provinciales, ainsi que son équivalent national -le *lecop*- ont fonctionné comme moyen de paiement courant jusqu’à la fin 2003, moment où elles ont été rachetées par l’État central dans le cadre du Programme d’Unification Monétaire (PUM), créé en mars de cette même année<sup>5</sup> suite aux négociations du gouvernement national avec le FMI (Sbatella, 2002 ; Schvarzer et Finkelstein, 2003). À l’origine, le PUM était destiné à racheter les bons des provinces de Buenos Aires, Catamarca, Córdoba, Corrientes, Chaco, Entre Ríos, Formosa, La Rioja, Mendoza et Tucumán. Plus tard, le *lecop* a également été incorporé au programme. Le rachat a consisté dans la substitution des bons par des pesos remis par la Banque centrale. Le financement de cette opération a été réalisé par le biais de l’émission de deux titres de

<sup>4</sup> Cette désignation renvoie implicitement à la conception classique au sein de laquelle la monnaie est définie à partir de ses fonctions (comme unité de compte, moyen de paiement, moyen d’échange et réserve de valeur). Selon cette approche, tout objet qui assure au moins une des fonctions monétaires (dans ce cas, les bons ne constituaient pas une réserve de valeur) sera assimilé à une monnaie mais ne pourra pas être défini comme tel. Suivant la perspective qui voit les fonctions d’unité de compte et de moyen de paiement comme les seules réellement constitutives de toute monnaie (Théret, 2008: 820 ; Orléan, 2009: 214-5) nous soutiendrons ici que les bons émis par les provinces argentines pendant la crise doivent être considérées, à juste titre, comme des monnaies. C’est pourquoi nous préférons l’expression de « monnaies provinciales » au lieu de celle, plus courante en Argentine, de « quasi-monnaies ». Cf. Luzzi (2014).

<sup>5</sup> Le Programme d’Unification Monétaire a été créé par le décret 743/2003 du 28/3/2003. Il a été ratifié le 8/5/2003, par la loi 25736.

la dette publique (BODEN 2011<sup>6</sup> et 2013, à échéance en 2011 et 2013 respectivement, et avec un intérêt de 2% annuel, actualisé selon l'évolution des prix à la consommation), que la Banque centrale devait accepter à leur valeur nominale en échange des pesos nécessaires au rachat. Dans le cas des provinces, cette dette devait être garantie avec les fonds de la répartition des ressources fiscales reçues du gouvernement central). Pour définir la portée de ce rachat, on a établi comme référence la quantité de bons en circulation au 31/1/2003 et on a décidé de déductions variées en fonction du cours du bon au moment de l'opération. Plus tard quelques provinces – comme celle de Córdoba – ont assumé avec des fonds propres la différence entre la valeur payée au moment du rachat et la valeur nominale du bon, afin de ne pas porter préjudice aux détenteurs –surtout ceux qui avaient reçu les bons en paiement de salaires ou contrats.

Selon les différentes sources consultées, les provinces qui ont émis la plus grande quantité de bons en circulation pendant la crise ont été Buenos Aires, Córdoba, Entre Ríos et Corrientes ; à elles quatre, elles représentaient presque 86% du total des monnaies provinciales en circulation. Si on ajoute la province de Tucumán (dont le *bocade* circulait dès 1993), on arrive à 89% du total (Théret et Zanabria, 2007: 51).

**Tableau 2. Volume de l'émission de monnaies provinciales (millions de pesos).  
Août 2002.**

	Monnaie	Province	Montant	% cumulé
1	Patacón	Buenos aires	3306,40	62,3
2	Lecor	Córdoba	700	75,4
3	Federales	Entre Ríos	348	82,0
4	Cecacor	Corrientes	200	85,8
5	Bocade	Tucumán	168	88,9
6	Petrom	Mendoza	138	91,5
7	Cemis	Misiones	130	94,0
8	Huarpes	San Juan	100	95,9
9	Quebracho	Chaco	50	96,8
10	Boncafor	Formosa	50	97,7
11	Bono Público	Catamarca	45	98,6
12	Letras	Tierra del fuego	30	99,2
13	Petrobono	Rio Negro	40	99,9
14	Bocade (serie A)	La Rioja	5	100,0
	Total provinces		5310,40	
15	Lecop	État central	3300	
	TOTAL		8610,40	

Source : élaboration de l'auteur à partir de données Licari, Calcagno, Oviedo et Pellegrini (s.d.)

Ceci étant, outre les volumes émis, il est important d'évaluer l'impact des bons sur l'économie de chaque province. Or cette estimation n'est pas simple à réaliser. D'une part, la rareté des données officielles compromet l'évaluation ; d'autre part,

<sup>6</sup> Ces bons étaient destinés au rachat des monnaies provinciales dont l'émission n'avait pas dépassé les 300 millions de pesos. C'est-à-dire, que les provinces de Buenos Aires, de Córdoba, ainsi que l'État central ne pouvaient pas opter pour lui.

dans la littérature disponible sur ces sujets, il n'y a pas de consensus au sujet des meilleures méthodes pour la réaliser. Schvarzer et Finkelstein (2003) proposent trois indicateurs différents pour mesurer le poids des bons au sein de l'économie de chaque district, chacun mettant l'accent sur un aspect différent de l'impact des monnaies provinciales : 1) la relation entre la quantité de bons en circulation et la population de la province ; 2) la relation entre la quantité de bons en circulation et la valeur brute de la production (VBP<sup>7</sup>), c'est-à-dire, la comparaison avec un indicateur du montant total des transactions locales et 3) la relation entre la quantité de bons en circulation et les revenus fiscaux des provinces, ce qui permet d'estimer la charge que signifierait pour chaque province d'affronter de manière autonome le rachat des bons (Schvarzer et Finkelstein, 2003: 90-92). En fonction de ces indicateurs, les auteurs concluent que les provinces avec le plus de bons par habitants sont celles de Córdoba (avec 261 *lecor* par habitant) ; Corrientes (avec 222 *cecor* par habitant), Entre Ríos (avec 205 *federales* par habitant) et Buenos Aires (avec 187 *patacones* par habitant)<sup>8</sup>. Quant à la proportion de la valeur brute provinciale (VBP) commercialisée avec des bons, Corrientes affiche la valeur la plus élevée (3,2%) suivie par Formosa (2,6%), Entre Ríos (1,8%), Córdoba (1,7%) et Tucumán (1,5%). Buenos Aires se situe plus bas (1,3%), alors que Mendoza présente la valeur la plus faible (0,3%)<sup>9</sup>. Finalement, en ce qui concerne la relation avec les recettes fiscales de chaque province, Corrientes présente la situation la plus délicate, puisque son stock de bons équivaut à 16,8 mois des recettes fiscales. À Córdoba, les bons en circulation représentent 11,1 mois de recettes fiscales, à Formosa 10,1 mois et à Entre Ríos 8,7 mois. La province qui se trouve la mieux lotie selon cet indicateur est de nouveau Mendoza, avec une émission de bons équivalente à 2,2 mois de recettes fiscales. En synthèse, ce que ces évaluations soulignent c'est que l'impact de l'émission des bons sur l'économie des provinces a été différent dans chaque cas, que l'on considère leur relation avec le total des transactions réalisées localement, ou – surtout – le poids de ces émissions par rapport aux recettes fiscales de chaque district.

Enfin, en ce qui concerne le cours des différentes monnaies il faut préciser que celui-ci a varié dans le temps et que, une fois de plus, il n'existe pas de concordance entre les différentes sources consultées. Selon celles-ci, on peut de toutes manières affirmer que les déductions subies par les bons au moment du change par des pesos ont fluctué entre 5% et 40% selon les provinces et les moments (voir tableau 3)<sup>10</sup>. Dans

---

<sup>7</sup> Il convient de préciser que la VBP (valeur de la production des entreprises au prix de vente ou de facturation) est calculé pour 1993, tout comme le PIB régional de chaque juridiction. Son actualisation sur laquelle travaillent les auteurs suppose l'hypothèse selon laquelle la relation entre VBP et PIB s'est maintenue constante.

<sup>8</sup> Comme dans le cas des données relatives aux monnaies provinciales, les diverses sources ne sont pas concordantes. En ce qui concerne cette même relation, Licari et al. concluent que la province avec le plus de pesos en bons par habitant est Entre Ríos (301,82), suivie de Tierra del Fuego (299,06) – que Schvarzer et Finkelstein ne considèrent pas parmi les provinces émettrices –, Buenos Aires (240,36), Córdoba (229,30) et Corrientes (215,75). La province la mieux placée selon cet indicateur est La Rioja, avec 17,37 pesos en bons par habitant (Licari et al., s.d.: 4).

<sup>9</sup> Les auteurs considèrent dans leur analyse la province de Jujuy. Dans la mesure où, dans ce cas, il ne s'agissait pas d'une émission propre mais de bons émis par la province de Buenos Aires, les données concernant Jujuy sont exclues de cette analyse.

<sup>10</sup> Seule une des sources consultées (Argañaraz et al., 2003) indique la date qui correspond au cours cité (janvier 2003). Dans les autres cas, nous ne savons pas s'il s'agit de cours « moyens » ou s'ils renvoient à un moment ponctuel.

les grandes lignes, divers auteurs soutiennent que l'ampleur de ces déductions est directement liée au volume de l'émission des bons, mesuré selon leur relation avec les recettes fiscales des provinces. Ainsi, plus la relation entre l'émission des bons et les recettes de la province est forte, plus la déduction subie par les monnaies provinciales est forte (Schvarzer et Finkelstein, 2003 ; Argañaraz et al., 2003). Néanmoins, d'autres auteurs soutiennent que les facteurs qui interviennent sur la plus ou moins grande viabilité de ce type d'émissions sont multiples et leur analyse complexe. De ce point de vue, l'aspect central n'est pas seulement la capacité de la province à « absorber » au moyen du paiement des impôts la monnaie locale en circulation mais aussi sa capacité à établir des accords avec le gouvernement central afin que la monnaie provinciale soit acceptée pour le paiement des impôts nationaux – question liée à sa situation fiscale mais qui est, surtout, d'ordre politique (Théret et Zanabria, 2007)<sup>11</sup>.

**Tableau 3. Cours des principales monnaies provinciales selon différentes sources**

Monnaie	Cours (1)	Cours (2)	Cours (3)
Patacón (Buenos Aires)	0,99-0,98	0,95	0,99
Lecor (Córdoba)	0,95-0,96	0,85	0,95
Quebracho (Chaco)		0,72	0,74
Bocanfor (Formosa)		0,67	0,65
Federal (Entre Ríos)	0,6-0,7	0,68	0,60
Cecacor (Corrientes)	0,49-0,52	0,38	0,49

Sources : (1) Théret et Zanabria, 2007 ; (2) Chelala, 2003 ; (3) Argañaraz et al., 2003.

#### *Zoom sur le cas de Córdoba : le lecor*

Les *Letras de Cancelación de Obligaciones Provinciales de Córdoba (lecop Córdoba ou lecor)* ont été créés en novembre 2001. Le décret 2600/01, publié dans le *Boletín Oficial* du 15/11/2001, établissait l'émission d'un titre de la dette publique dans les limites d'un montant total de 300 millions de pesos, à échéance de 36 mois, lequel devait produire un intérêt annuel de 7% à payer en quatre versements trimestriels, le premier à échéance de 27 mois à partir de son émission. Les bons opéreraient « comme des instruments de paiement légalement prévus pour l'extinction des obligations de n'importe quelle nature, envers l'État Provincial, les Entités Autarciques, les Entreprises et Sociétés de l'État ou de l'Économie Mixte avec participation de la Province et le *Banco de la Provincia de Córdoba Sociedad Anónima* » (Décret 2600/01). Dès sa création, le *lecor* – nom sous lequel ces titres ont été connus par la population – a été émis en billets aux valeurs nominales variées, y compris les plus faibles<sup>12</sup>. Ainsi, de même que pour le reste des bons émis par les provinces et

<sup>11</sup> Dans le cas des monnaies que nous analysons ici, seul le *patacón* de la province de Buenos Aires pouvait être utilisé – avec le *lecop*, émis par le gouvernement national – pour le paiement des impôts nationaux - parmi lesquels, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l'impôt sur les revenus.

<sup>12</sup> Le décret déjà cité disposait aussi, dans son article 11, que l'émission de la première série de *Lecor Córdoba*, pour une valeur de 100 millions de pesos, se ferait en billets aux valeurs nominales suivantes : a) 50 millions de pesos en titres de cinquante pesos (\$50) ; b) 40 millions de pesos en titres de dix pesos (\$10) ; c) 5 millions de pesos en titres de cinq pesos (\$ 5) et d) 5 millions de pesos en titres de deux pesos (\$2). A la différence des pesos, on n'imprimerait pas des *lecor* de 100 pesos (le billet à plus forte

l'État central pendant la période, son usage devait être facilité en tant que moyen de paiement, objectif visé par son émission, destiné au paiement des fonctionnaires, retraités de la province et fournisseurs de l'État.

Si on considère les diverses séries mises en circulation, on a émis des *lecor* pour un total de 700 millions de pesos, ce qui situe la province de Córdoba en troisième place après l'État central et la province de Buenos Aires en ce qui concerne la valeur des émissions réalisées (Licari, Calcagno, Oviedo et Pellegrini, s.d.). Par rapport au stock total des monnaies provinciales émises entre 2001 et 2003, la participation de Córdoba est de 8%. Nous sommes loin des 38% représentés par les *lecor* et les *atacones* (respectivement) mais c'est beaucoup plus important que dans les autres provinces (moins de 3%) – sauf dans le cas d'Entre Ríos (4%) (cf. *supra* Tableau 2).

On ne peut déterminer aisément l'impact du *lecor* dans l'économie provinciale, dans la mesure où on ne peut établir avec précision la masse monétaire en pesos circulant dans la province par rapport à laquelle cet impact devrait être mesuré. Néanmoins, certains indicateurs peuvent rendre compte de cet impact. L'évaluation réalisée par Schvarzer et Finkelstein (2003), que l'on a citée plus haut, indique qu'en 2003 Córdoba se trouvait parmi les provinces ayant le plus de difficultés à faire face au rachat des bons. Au-delà de ces relations globales, il existe des données partielles qui peuvent aussi donner une idée du poids de la circulation des *lecor*. En avril 2002, six mois après avoir lancé les titres, les principaux supermarchés de la province déclaraient que de 45% à 50% de leurs ventes étaient réalisées avec des bons<sup>13</sup>. En juillet de la même année, une enquête réalisée par un cabinet d'expertise locale dans la capitale provinciale soutenait que 73% des résidents utilisaient plutôt les bons que les pesos voire seulement les bons<sup>14</sup>.

Bien que selon les normes en vigueur le *lecor* n'était institué que pour le paiement des obligations provinciales, comme dans le reste des provinces ayant émis des bons, il y a eu assez vite à Córdoba un circuit de change parallèle où le *lecor* pouvait être changé en pesos à un cours inférieur à sa valeur nominale. Même s'il n'existe pas de registre officiel de l'évolution du prix du *lecor* dans ces circuits parallèles, les valeurs enregistrées par la presse écrite peuvent fournir quelques indications. Selon des données publiées par *La Voz del Interior*, principal journal local, c'est en avril 2002 qu'on situe le niveau le plus bas du *lecor*, ce qui coïncide avec le moment de la plus forte hausse du dollar. À ce moment-là, la valeur du bon était de \$ 0,87 ; jusque-là, le cours le plus haut avait été atteint en février avec \$ 0,92 par bon. En juin de la même année la valeur a de nouveau baissé, se situant à \$ 0,88 et a atteint le point maximum -\$0,95<sup>15</sup> - à la mi-novembre, lorsque le gouvernement a annoncé du premier échange public de *lecor*. Selon les registres des changeurs privés, entre les mois d'août et octobre 2002 le cours s'est maintenu relativement stable autour de \$ 0,85 à l'achat et de \$ 0,90 à la vente ; il était à \$ 0,89/\$ 0,94 en novembre et s'est stabilisé autour de \$ 0,92/\$ 0,95 pendant le dernier mois de l'année, moment où il a

---

valeur nominale de la monnaie argentine) ni inférieure à 2 pesos (qui dans le cas du peso circulaient sous la forme de pièces de 0,05 ; 0,10 ; 0,25 ; 0,50 et 1 peso).

<sup>13</sup> Cf. *La Voz del Interior*, 3/4/2002.

<sup>14</sup> Enquête réalisée par le cabinet d'expertise Delfos dans la ville de Córdoba entre fin juin et début juillet 2002, à partir d'un échantillon représentatif de 500 cas.

<sup>15</sup> Cf. *La Voz del Interior*, 3/4/2002, 15/5/2002, 30/11/2002.



commencé à monter (alors que la marge entre les valeurs d'achat/vente se réduisait) jusqu'à la fin du rachat en mai de l'année suivante<sup>16</sup>.

La fin de la circulation des *lecor* s'est faite par étapes. En premier lieu, fin novembre 2002, un an après le lancement des bons, le Banco de Córdoba a mis en place des procédés d'échange : l'un « au détail », qui permettaient de changer jusqu'à \$ 500 par personne à un taux de « un à un » (1 peso = 1 *lecor*) et un autre « en gros », par le biais de l'appel d'offre, réalisé à \$ 0,90 par bon. Avec cette opération 16,5% des *lecor* en circulation ont été rachetés. Puis, au cours d'une deuxième étape en avril 2003, Córdoba a été la première province à souscrire au Programme d'Unification Monétaire lancé par le gouvernement central dans le cadre de ses négociations avec le FMI, et avec le soutien de celui-ci<sup>17</sup>. Ainsi, à partir de mai 2003 les fonctionnaires de la province ont reçu la totalité de leurs salaires en pesos. Initialement, pendant cette seconde étape seuls les fonctionnaires et les retraités de la province pouvaient changer automatiquement leurs bons par des pesos « un à un », alors que les autres personnes en possession de *lecor* devaient proposer le prix auquel elles étaient prêtes à vendre leurs bons, sachant qu'il y aurait une déduction sur la base de la norme établie par la BCRA (fixée à 4,5%). Néanmoins, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le gouvernement provincial a décidé de couvrir la différence avec des revenus propres afin de garantir le rachat sans décotes. À la fin du processus, en juillet 2003, 6,9 millions de *lecor* n'avaient pas été rachetés. La province les a considérés comme perdus ou détruits accidentellement pendant leur circulation ; seule une infime proportion de ce montant a été rachetée à l'échéance fixée au 31/10/2004<sup>18</sup>.

## 2. Comment crée-t-on une nouvelle monnaie ?

Fin 2001, la situation financière de Córdoba était, comme dans le reste du pays, extrêmement difficile. Dans un contexte marqué par une forte récession de l'activité économique, un déficit fiscal important et des conflits non résolus avec le pouvoir central relatifs au transfert de ressources fiscales, le gouvernement provincial avait les plus grandes difficultés à s'acquitter de ses obligations –dont le paiement des salaires aux travailleurs de la province.

Or, ce n'était pas la première fois que Córdoba se trouvait dans une situation semblable. En 1995, le gouverneur de l'époque Ramón Mestre avait décidé de créer un bon (le *Certificado de Cancelación de Deudas de Córdoba*, dit *cecor*) pour pouvoir faire face aux dettes de la province dans un contexte de grave crise économique. L'émission de bons était l'une des mesures adoptées dans le cadre d'une loi d'urgence économique sanctionnée par le Parlement de la province et encouragée par Mestre, gouverneur par intérim après la démission d'Eduardo Angeloz – fortement critiqué

---

<sup>16</sup> Entretien personnel avec Roberto réalisé en juillet 2006.

<sup>17</sup> Le décret 743/2003, par lequel on créait le *Programa de Unificación Monetaria* justifiait la mesure en faisant référence au « processus de normalisation et stabilisation du système financier et de l'économie en général » en cours depuis le deuxième semestre 2002, tout en soulignant l'importance de la « réabsorption » des « titres provinciaux ayant des caractéristiques de quasi-monnaies de circulation provinciale », « pour assurer la réunification monétaire et garantir la circulation d'une unique unité monétaire de cours légal et de caractère national » Cf. Décret 743/2003.

<sup>18</sup> Cf. *La Voz del Interior*, 25/11/2002, 30/11/2002, 11/1/2003, 14/4/2003, 16/4/2003, 21/5/2003, 23/5/2003, 15/7/2003 et 10/12/2004.

pour sa gestion de la province notamment suite à des dénonciations pour corruption. Le *cecor* était arrivé alors que les paiements des salaires étaient interrompus depuis des mois, ce qui avait soulagé les finances provinciales et les habitants de Córdoba.

Deux éléments sont souvent soulignés lorsqu'on se réfère au *cecor*, en particulier dans la presse. En premier lieu, bien que la Chambre des députés de la province de Córdoba ait autorisé l'émission de deux séries de bons pour un montant total de 800 000 millions de pesos, le volume mis en circulation n'a jamais atteint ce seuil<sup>19</sup>. En deuxième lieu, le gouvernement provincial a réussi à racheter les bons avant l'échéance, ce qui a rendu possible une marge de bénéfice pour ceux qui avaient accumulé des titres, étant donné que ce bon rapportait des intérêts<sup>20</sup>.

Le *cecor* a ainsi constitué un antécédent fondamental pour le *lecor*, non seulement parce qu'il s'agissait d'un épisode récent dans l'histoire provinciale, encore vivant dans la mémoire de beaucoup de gens de Córdoba<sup>21</sup>, mais aussi parce que cette mesure avait eu des résultats positifs : elle avait servi à débloquer la crise et les bons avaient pu être réabsorbés par le gouvernement provincial avant la date attendue.

L'expérience de 1995 a été riche en enseignements, surtout en matière de négociation avec quelques acteurs clés de la scène provinciale. En effet, en 2001 il importait tout d'abord de réduire l'impact des conflits avec les syndicats du secteur public ; pour cela, il était fondamental d'éviter des retards dans les paiements des salaires<sup>22</sup> et d'accélérer la mise en marche des bons. Ensuite, concernant la question de la circulation du *lecor*, il était indispensable de parvenir à des accords anticipés avec les chambres de commerce et les organisations patronales de la province pour faire en sorte que les divers commerces acceptent les bons à leur valeur nominale<sup>23</sup>. Dans le cas du *cecor*, ces négociations avaient eu lieu après la mise en place du bon et leurs résultats, essentiels pour garantir la circulation de la nouvelle monnaie, avaient été

---

<sup>19</sup> Cf. *La Voz del Interior*, 10/11/2001.

<sup>20</sup> El *cecor* rapportait un intérêt de 12% par an, similaire à celui d'un dépôt à terme à ce moment-là, ce qui en faisait un instrument d'investissement « attrayant ». Les intérêts (qui correspondaient aux coupons du bon) seraient payés en quatre versements : le premier, quinze mois après l'émission ; le deuxième, au bout de dix-huit mois ; le troisième au bout de vingt-et-un mois ; et le quatrième vingt-quatre mois plus tard.

<sup>21</sup> Cette expérience préalable était importante à plus d'un égard. Par exemple, dans un entretien publié dans la presse le 14/11/2001 l'administrateur de la *Caja de Jubilaciones* (Caisse des retraites) de Córdoba, Jorge Alves, déclarait avoir sauvé et réinstallé les logiciels informatiques utilisés en 1995 pour le paiement des retraites en *cecor*, ayant prévu qu'ils pourraient être nécessaires dans le cadre de l'arrivée du *lecor*. Cf. *La Voz del Interior*, 14/11/2011.

<sup>22</sup> En 1995, le gouvernement provincial avait non seulement retardé le paiement des salaires mais suite à la création du *cecor*, il avait également résolu de réduire le temps de travail et les salaires de la province de 40% et de 30% respectivement. Ainsi, à ce moment-là les travailleurs avaient dû faire face non seulement à des retards dans les paiements des salaires et aux difficultés liées aux paiements en bons (qui n'étaient pas également acceptés pour tous les paiements) mais aussi à une réduction réelle de leurs revenus. En novembre 2001, ce type de mesures n'était pas complètement écarté, car il était urgent pour la province de parvenir à un ajustement des comptes publics. Au moment de l'annonce du *lecor*, le gouvernement provincial étudiait diverses mesures pour parvenir à une réduction de 20% dans le budget destiné aux salaires : parmi celles-ci, l'élimination du treizième mois en 2002 et la retraite du personnel âgé de plus de 50 ans. Cf. *La Voz del Interior*, 19/11/2001.

<sup>23</sup> Dans leur analyse comparée des expériences du *patacon* et du *federal*, Théret et Zanabria soulignent que l'expérience du *cecor* de Córdoba a constitué un antécédent important pour la monnaie de la province de Buenos Aires. Suivant l'exemple du *cecor*, le gouvernement provincial s'est efforcé en 2001 d'établir des accords avec les entreprises – surtout celles des services publics – pour assurer l'acceptation du *patacon* pour le paiement des tarifs. Cf. Théret et Zanabria, 2007: 33.

enregistrés progressivement une fois les bons dans les mains des habitants de Córdoba.

Par ailleurs, en 2001 un autre parti gouvernait la province et, pour les autorités, il était important que le nouveau bon ne soit pas confondu avec le *cecor* – surtout compte tenu des circonstances qui avaient conduit à son émission et du sort du gouvernement qui l’avait impulsé<sup>24</sup>. Cette volonté de différenciation a été observée d’abord dans le choix du nom de la monnaie, puisque l’ancien n’a pas été repris. Suivant le processus en marche au niveau national, alors que d’autres provinces avaient annoncé le lancement de nouveaux bons et que le gouvernement national avait créé le *lecop*, Córdoba a déclaré qu’étaient créées des *Letras de Cancelación de Obligaciones Provinciales de Córdoba*, d’abord connues comme *lecop Córdoba* puis comme *lecor*<sup>25</sup>. Néanmoins, comme nous le verrons, cette volonté de différenciation n’a pas eu tous les effets escomptés. Des années plus tard, dans la mémoire des habitants de Córdoba, *cecor* et *lecor* s’entremêlaient, et nombreux sont ceux qui disaient *lecor* en pensant *cecor*.

L’apparence physique des deux monnaies soulignait les différences entre elles. Alors que le *cecor* (voir Figure 1) se présentait comme un certificat pourvu de coupons détachables correspondant aux échéances successives, le *lecor* – comme les autres bons émis entre 2001 et 2002 – était, par sa taille et son aspect, similaire au peso (en billets) (voir Figure 2). De même que pour les autres bons provinciaux (y compris l’ancien *cecor*) au verso du *lecor* figurait un extrait de la norme qui le créait, où on établissait les conditions d’émission (échéance et intérêts fondamentalement). Sur le recto, les références classiques (nom de la monnaie, valeur nominale en chiffres et lettres, signatures des autorités chargées de certifier l’émission, symbole représentatif de l’autorité politique – écusson de la province) étaient accompagnées de l’image du *Cabildo Histórico* de la ville de Córdoba, un des monuments situés sur la place de la capitale provinciale et emblème de son passé colonial.

---

<sup>24</sup> En dépit de la contribution du *cecor* à la solution de la crise de 1995-6, Ramón Mestre (radical) a été battu par Alberto de la Sota (péroniste) aux élections de 1999. Il a par la suite été désigné par le gouvernement central comme gouverneur intérimaire –intervention particulière que permet le système fédéral argentin en situation de crise– dans la province de Corrientes et a été, plus tard, Ministre de l’Intérieur du gouvernement central, mandat qu’il a occupé en 2001 jusqu’à la chute du gouvernement de F. de la Rúa en décembre de cette même année.

<sup>25</sup> La dénomination de la nouvelle monnaie a également été soigneusement pensée en 1995. Dans l’entretien réalisé en décembre 2006 avec Ramón Darwich – ministre de l’Économie de la province sous le gouvernement de Mestre – il avait souligné la décision de ne pas utiliser le terme de « bon » au motif que le mot avait des connotations très négatives. Selon le Ministre, la décision a également été motivée du fait de l’interdiction faite aux provinces d’émettre de la monnaie. Le recours à l’appellation « *certificado de cancelación de deudas de Córdoba* » (par la suite *cecor*) avait été considéré plus efficace pour éviter une confiscation par le gouvernement national – ce qui, de fait, n’est jamais arrivé.

Figure 1 : Cecor (1995)



Figure 2 : Lecor (2001)



L'utilisation d'images faisant appel à l'identité provinciale et à son histoire a été une constante des bons qui ont circulé entre 2001 et 2002. À la différence des représentations plus austères en usage dans le passé, sur lesquelles ne pouvait figurer que l'écusson provincial, la plupart des billets imprimés pendant la crise présentaient une iconographie plus élaborée. Le plus souvent, comme sur les pesos (en billets) il s'agissait des grands hommes du passé provincial<sup>26</sup> : le *patacón* de Buenos Aires présentait le portrait de Dardo Rocha, fondateur en 1882 de la ville de La Plata (capitale de la province) ; sur le *federal* d'Entre Ríos on trouvait le visage du Général Justo José de Urquiza, président de la Confédération Argentine suite à l'adoption de la Constitution Nationale en 1853 et figure emblématique de la rébellion des provinces contre le pouvoir de Buenos Aires au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; dans le *quebracho* du Chaco figurait l'image de Manuel Obligado, commandant de la campagne menée contre la population autochtone de la région et premier gouverneur (en 1884) du « Territoire National du Chaco » – antécédent direct de la province, créée en 1951 ; finalement, le *lecor* national respectait aussi cette règle, avec l'image de Juan Bautista Alberdi, juriste et homme politique argentin, auteur du projet constitutionnel de 1853 – et figure emblématique de la fondation républicaine de l'Argentine, et de son régime fédéral de gouvernement. Une seule femme apparaît sur les bons émis pendant cette période et c'est le seul cas où la figure représentée n'a pas

<sup>26</sup> Depuis 1942, année où la Banque centrale argentine a émis ses premiers billets, les billets argentins présentent sur le recto la figure d'une ou de plusieurs grandes figures (politiques ou militaires) liées au processus d'Indépendance et à la consolidation de l'État-nation. Sur le verso, on reproduit, selon les époques, des scènes allusives à des événements importants de la vie de la nation (la fondation de Buenos Aires en 1580, la déclaration d'Indépendance de 1816, les batailles militaires, etc.), des immeubles emblématiques (Congrès National, la maison où a été signée la Déclaration d'Indépendance, la dernière résidence de San Martín, etc.) ou – entre 1970 et 1983 – des paysages et des monuments considérés représentatifs de l'Argentine.

de relation particulière avec la province en question. Il s'agit d'Eva Perón, épouse de Juan Domingo Perón et symbole central du péronisme dont l'image apparaît sur le *bocade* de La Rioja. Comme Córdoba, Tucumán – qui néanmoins avait émis son *bocade* bien avant 2001 – avait choisi de représenter sur ses billets un lieu associé au passé provincial : dans ce cas, il s'agissait de la maison de l'Indépendance (ou « Casa de Tucumán ») où en 1816 a été signée la déclaration d'Indépendance vis-à-vis de l'Espagne. On retrouvait à peu près la même idée avec les bons de Catamarca – également créés avant 2001, bien que dans ce cas on montrait des paysages et des monuments de la province, sans qu'il y ait nécessairement une connotation historique. Enfin, les bons de Corrientes et de Formosa<sup>27</sup> étaient les seuls qui ne reproduisaient que l'écusson provincial, la façon la plus habituelle d'identifier la province dans les enceintes publiques et les documents officiels. L'unique exception à cette règle dans le design des billets semble être celle du *petrom*, bon émis par Mendoza avec le soutien des rentes pétrolières de la province. Dans ce cas, l'illustration des billets – un puits pétrolier avec le paysage montagneux de la province au loin – fait référence directe à la garantie des bons et, indirectement, à la richesse de la province, laquelle apparaît ainsi privilégiée par rapport à l'histoire.

En résumé, en ce qui concerne le design de la plupart des titres émis par les provinces entre 2001 et 2002 on observe deux caractéristiques principales : d'une part, l'option pour un format type billet (et non un certificat avec des coupons, par exemple), qui tend à souligner son utilisation comme monnaie courante ; d'autre part, le recours à des symboles (que ce soit des portraits, des paysages ou des monuments) fortement associés à l'identité provinciale et à son histoire. Dans tous les cas, ces symboles n'avaient pas exclusivement pour fin l'identification – comme c'était le cas de l'utilisation des écussons provinciaux – mais visaient surtout une mise en valeur de l'histoire provinciale, que ce soit au moyen de la référence à l'une de ses figures importantes ou à des moments clés du passé local. Au-delà, dans tous les cas, ces figures, lieux ou événements ne parlent pas seulement de l'histoire de la province mais aussi de son insertion dans une histoire nationale. La figure d'Urquiza soulignée par le *federal* d'Entre Ríos, ou l'image de la Maison de l'Indépendance du *bocade* de Tucumán en sont de clairs exemples. C'est aussi le cas du *Cabildo* de Córdoba, bien que dans ce cas il faille souligner le fait que le *cabildo* ne renvoie pas – comme dans les autres cas – à l'histoire de la formation de l'État-nation mais à un passé préalable, ce qui souligne aussi, dans une certaine mesure, la prépondérance de Córdoba par rapport à d'autres villes (ou d'autres provinces) qui constituent l'Argentine actuelle.

Il faudrait disposer de plus d'informations sur les processus de prise de décisions liés à l'émission de ces billets pour formuler des conclusions définitives par rapport aux significations implicites de leur design. Cependant, en fonction de ces caractéristiques communes, il ne semble pas excessif de soutenir que l'iconographie présente dans toutes les monnaies créées entre 2001 et 2002, nées de la grave crise économique que traversait alors l'Argentine et tout particulièrement les provinces, cherchait à affirmer l'identité de ces provinces et la manière selon laquelle celles-ci avaient participé, de diverses manières, à la construction de la nation. Ainsi, à travers ces images, ces monnaies contribuaient à affirmer la singularité de chaque territoire et le caractère souverain de l'autorité qui les gouvernait, sans cesser pour autant de faire allusion aux liens qui les unissaient à la nation comme un tout.

---

<sup>27</sup> Nous n'avons pas d'informations concernant Río Negro, Tierra del Fuego, Misiones et San Juan.

## *La mise en circulation de la nouvelle monnaie : quelques acteurs clés*

Le gouvernement de Córdoba n'était pas le seul à avoir tiré des leçons du *cecor*. C'était aussi le cas des autres acteurs de la scène provinciale. Ainsi, avant même l'annonce du gouvernement, divers entrepreneurs s'étaient manifestés en faveur de la mise en place d'un bon. Parmi les déclarations les plus significatives dans ce sens on peut citer celles de Rodolfo Saranz, le PDG d'une chaîne de supermarchés de la province, qui dans un entretien accordé à un journal en avril 2001 – plusieurs mois avant le lancement du *lecor* – avait soutenu : « Si [le gouverneur] de la Sota lance quelque chose comme le *cecor*, tant mieux, parce que cela ne peut que donner des liquidités et du mouvement à l'économie. Cela pourrait être bénéfique pour relancer, à condition que le *cecor* ait du succès » (*La Voz del Interior*, 22/4/2001). La création du *lecor* ayant été annoncée, le principal Journal de Córdoba signalait, dans un article intitulé « Surprise et bienvenue des commerçants aux lecor » (« *Sorpresa y bienvenida de los comerciantes a las lecor* »):

*Le lancement imminent des Letras Córdoba (Lecor) [...] a surpris les dirigeants, entrepreneurs et commerçants de Córdoba, même si en général tous saluent et approuvent leur arrivée. L'impérieux besoin de relancer le marché interne avec l'injection de liquidités est le principal argument des commerçants à l'heure de défendre le Lecor.*

*(La Voz del Interior, 11/11/2001)*

Après quoi, le Journal faisait référence aux déclarations des représentants de la Chambre de Commerce de Córdoba (CCC), de la *Federación de Expendedores de Combustibles* (Fédération des Distributeurs de Combustible, FECAC) et des grands hypermarchés locaux, lesquels faisaient référence aux attentes que suscitait le lancement du bon. Sans abandonner leurs réserves à propos des usages possibles de la nouvelle monnaie, ils avaient tous confiance dans sa capacité à relancer l'économie locale déprimée.

Ces déclarations en faveur des bons ont été ratifiées par des accords successifs à travers lesquels les diverses chambres d'entrepreneurs s'engageaient à accepter le paiement de biens ou de services en *lecor*. Une des négociations les plus réussies a été celle qui a eu lieu avec la *Cámara de Supermercados* (Chambre de Supermarchés) de Córdoba, qui a accepté le *lecor* à sa valeur nominale et pour 100% des achats dans tous les supermarchés affiliés à l'entité. C'est ainsi que les supermarchés sont devenus les principaux récepteurs du *lecor*.

En échange, le gouvernement provincial s'engageait à accepter le paiement des impôts provinciaux et municipaux en *lecor*. Quant aux impôts nationaux (essentiellement, la TVA et l'impôt sur les revenus), en accord avec la décision du gouvernement national, ceux-ci ne pouvaient qu'être payés en pesos ou en *lecor*<sup>28</sup>. La province s'est alors engagée à mettre en place une « *Caja de compensación* » (Caisse

---

<sup>28</sup> La seule exception a été celle des *patacones* de la province de Buenos Aires, lesquels étaient aussi acceptés pour le paiement des impôts nationaux. Pour une analyse de l'impact de cette négociation entre le gouvernement de la province de Buenos Aires et le pouvoir central sur la « réussite » du *patacón*, cf. Théret et Zanabria (2007).

de compensation) qui permettait aux commerçants qui auraient accepté le *lecor* de les échanger pour des *lecop*, dans la limite de 30 millions de pesos.

Quant aux fonctionnaires de la province, les premiers à être payés en bons, leur réaction n'a pas été aussi favorable. Dès l'annonce officielle selon laquelle une partie du salaire du mois de novembre 2001 serait payée en bons, les syndicats des fonctionnaires ont déclaré une grève pour le 20 novembre.

Comme cela avait été annoncé par le gouvernement local, dès la fin du mois de novembre 2001, la plupart des fonctionnaires et des retraités de la province devaient percevoir une part de leurs revenus en *lecor* ; celle-ci a oscillé, selon les moments, entre 40 et 80%. Seuls ceux qui recevaient moins de \$ 500 ont perçu la totalité de leur salaire en pesos<sup>29</sup>.

En décembre 2001, l'annonce des restrictions au retrait d'argent des comptes bancaires (ce qui a été connu sous le nom de *corralito*) et puis le déclenchement de la crise ont entraîné une réorientation des conflits aussi bien au niveau national que provincial, et les protestations liées au paiement des salaires avec des bons ont vite été écartées. Par ailleurs, la possibilité d'utiliser effectivement les *lecor* pour une bonne partie des dépenses courantes a contribué à affaiblir l'opposition des syndicats de fonctionnaires.

Néanmoins, ceci ne veut pas dire que l'acceptation du *lecor* ait été générale. Ainsi, au début du mois de janvier 2002, la presse rapportait d'importantes différences entre le niveau de circulation des bons dans la capitale et ce niveau dans le reste de la province. La différence ne renvoyait pas seulement aux commerces mais aussi aux grandes entreprises présentes sur l'ensemble du territoire provincial.

Un des principaux obstacles à une plus grande acceptation des bons a été l'impossibilité de les utiliser pour payer les impôts nationaux. Pour ce motif, le gouvernement provincial a entrepris au tout début des négociations avec le gouvernement central afin que les *lecor* soient directement acceptés. Lorsque finalement cette opération a été possible, au cours de l'année 2002, le gouvernement local s'y est opposé au motif qu'elle allait affecter une de ses sources de revenus en pesos<sup>30</sup>.

Sur ce point, un problème supplémentaire était posé par la Caisse de Compensation, qui, en mai 2002, enregistrait des retards de plusieurs semaines<sup>31</sup>. Dans la mesure où la disponibilité des *lecop* pour le paiement des impôts nationaux n'était pas garantie, les commerces se montraient moins disposés à accepter des bons ; cependant la pénurie de liquidités venait souvent à bout de leurs réticences. Comme le déclarait, à la fin du mois de mai 2002, le gérant d'un supermarché, par rapport aux

---

<sup>29</sup> Selon des données publiées par *La Voz del Interior* le 18/11/2001, la province de Córdoba comptait alors 85 000 employés, dont 76 000 étaient des salariés en CDI. Le salaire moyen de ce dernier groupe était de \$ 1277.

<sup>30</sup> L'*Administración Federal de Ingresos Públicos* (AFIP) avait accepté le paiement des impôts en *lecor* pour un montant maximum équivalent à la « coparticipation » fédérale mensuelle de Córdoba. Ceci voulait dire que les *lecor* que l'AFIP recevait retourneraient à la province en qualité de transferts fiscaux du gouvernement central – autrefois réalisés en pesos ou en *lecop*. Cf. déclarations du Ministre des Finances de la Province, Juan Schiaretti, *La Voz del Interior*, 3/6/2002 et du Secrétaire de Commerce et des PME, Ricardo Sosa, *La Voz del Interior*, 10/9/2002.

<sup>31</sup> Les difficultés observées pour ce type de mécanismes sont communes à plusieurs provinces. Dans son étude sur les échanges quotidiens réalisés avec des bons à Entre Ríos, Gabriel Obradovich fait état de sérieuses difficultés dans le fonctionnement de la *Caja de Conversión* de cette province, où l'on dénonce des retards de plusieurs mois (Obradovich, 2007: 79).

ventes réalisées par son entreprise « si ce ne sont pas des bons, ce sont des tickets, un peu les cartes de crédit ou les cartes de débit »<sup>32</sup>. En d'autres termes, accepter les bons c'était la seule manière d'assurer le niveau d'activité du commerce. La situation, néanmoins, devenait plus complexe quand les fournisseurs des commerces ne vivaient pas dans la province et n'acceptaient pas les bons –ou le faisaient dans une très faible proportion. Ce qui était le cas, par exemple, des pharmacies et des stations de service, entre autres.

Cherchant un palliatif pour ces déséquilibres, courant 2002 le gouvernement provincial a décidé de la création au sein du Banco Córdoba de comptes en *lecor*, cherchant ainsi à rendre plus faciles les opérations en bons et à stimuler les commerces à les accepter. Il faut noter que ce type de mesures - également adoptées dans la province de Buenos Aires - était facilité par le fait que la province disposait d'une banque publique. Lorsque les banques provinciales avaient été privatisées, en revanche, le gouvernement devait négocier avec elles, ainsi qu'avec le reste des entrepreneurs locaux, les conditions de l'acceptation des bons. Le cas d'Entre Ríos est à cet égard paradigmatique ; dans cette petite province proche de Buenos Aires, le Banco de Entre Ríos Sociedad Anónima (BERSA) – privatisé au cours des années 1990 – était l'agent financier gérant la mise en circulation du *federal* et l'intermédiaire de la Caisse de conversion, mais refusait tant le *federal* que le *lecor* pour tout paiement de ses services bancaires (Théret et Zanabria, 2007: 40).

Les transactions de petits montants posaient aussi des problèmes pour la circulation du *lecor*. Dans la mesure où il n'y avait pas de *lecor* de moins de deux pesos de valeur nominale, le paiement des petites sommes – par exemple pour payer le billet des transports publics, les cigarettes, le journal, les appels dans des cabines publiques et les péages– devait être exclusivement réalisé en pesos. Pour contribuer à résoudre cette difficulté, la deuxième émission de *lecor*, faite en avril 2002, comprenait des billets d'un peso.

Quant au paiement des services, une loi provinciale a décrété pour les entreprises de services publics (transport, télécommunications, eau, électricité et gaz, parmi les plus importantes) l'obligation d'accepter des *lecor* pour 50% de la valeur du tarif. Le respect de cette mesure, tout comme les accords ponctuels avec diverses chambres du commerce et organisations patronales, furent suivis de près par les associations de consommateurs de la province, qui tout au long de l'année 2002 ont présenté diverses plaintes liées aux difficultés d'utilisation du *lecor*.

Outre les entrepreneurs que nous avons mentionnés, d'autres acteurs ont été importants dans la définition des voies de circulation des bons ; il s'agit des changeurs, chargés d'opérer des conversions entre *lecor* et pesos (et dans une moindre mesure entre *lecor* et *lecor* ou *patacones* –tous deux acceptés pour le paiement d'impôts nationaux et donc avec une circulation sur tout le territoire national). Dans le langage courant de la province à l'époque de la circulation du *lecor*, on distinguait ces changeurs selon qu'ils se vouaient au commerce « de gros » ou « de détail ». D'un côté il y avait les agences financières ou les agents en bourse qui réalisaient d'importantes transactions avec des bons pour les entreprises ; de l'autre les agences informelles – appelées *cuevas* [caves] ou *boneras* – qui opéraient avec des clients particuliers et pour des montants inférieurs à ceux des agences financières. En partenariat avec celles-ci, il y avait souvent les changeurs à la sauvette (« *arbolitos* » [petits arbres]) qui

---

<sup>32</sup> Cf. *La Voz del Interior*, 24/5/2002.



proposaient sur la voie publique de changer des *lecor* par des pesos pour des montants peu importants. La prolifération des *cuevas* dans la capitale provinciale a même transformé le paysage du centre-ville. En août 2002 on y trouvait 59 agences informelles (*cuevas*) donnant sur rue, ce à quoi il fallait ajouter toutes celles des quartiers ainsi que celles qui fonctionnaient dans des bureaux, des cabinets comptables et des cabinets d'avocats<sup>33</sup>.

Ce circuit était alimenté aussi bien par les pratiques spéculatives habituellement associées au change des monnaies que par la propre dynamique de circulation du *lecor* (accepté de manière variable pour le paiement des biens et des services). Sur ce point l'expérience du *cecor* avait laissé des enseignements importants, tel que le montre la trajectoire de l'un de nos informateurs. Roberto avait 26 ans et une faible expérience professionnelle lorsque le *cecor* a été mis en circulation. Néanmoins, un de ses amis travaillait comme changeur et « il a vu l'opportunité » de faire du change de bons un marché. À ce moment-là, peu de monde se consacrait à cette activité – fondamentalement destinée aux entreprises – et Roberto, avec son associé, a obtenu d'importants bénéfices. Ainsi, fin 2001, dès les premières rumeurs à propos de la sortie d'un nouveau bon, il a commencé à se préparer, puis, jusqu'au début de l'année 2003, il s'est consacré exclusivement à ce qu'il appelle la « commercialisation de bons ». Il ne s'agissait pas d'une agence à la sauvette, que Roberto considérait peu sûre étant donné que l'activité supposait de manier une grande quantité d'espèces. Roberto concluait les opérations de change par téléphone et les transactions étaient réalisées dans les entreprises ou au domicile de ses clients. L'essentiel de son travail consistait à établir des contacts qui, dans son cas, étaient fournis par son associé ou provenaient de son ancienne activité – également liée au change et aux finances<sup>34</sup>.

À la différence de ce qui s'est produit au milieu des années 1990, entre 2002 et 2003 l'échange de bons a été une activité fleurissante dans la province de Córdoba – surtout dans la capitale. S'y consacraient non seulement ceux qui, comme Roberto, appartenaient déjà au monde « du change » – formel ou informel – mais aussi ceux qui possédaient de ressources qu'y pouvaient être capitalisés. Ainsi, ceux qui disposaient d'un large réseau de contacts dans le monde entrepreneurial se sont aussi consacrés à la « commercialisation des bons »<sup>35</sup>. Évidemment, il y avait des différences d'échelle importantes entre ces divers changeurs. Roberto, par exemple, « évoluait au niveau des entreprises » ; seule une petite partie de sa clientèle était formée, selon ses dires, par des « gens ordinaires ». Les entreprises pouvaient solliciter ses services aussi bien pour vendre que pour acheter des bons. Dans le premier cas, il s'agissait d'entreprises

---

<sup>33</sup> Cf. *La Voz del Interior*, 14/4/2003. Le même article signalait qu'au mois d'avril 2003, il y avait encore 53 agences informelles. En juin de la même année, une fois initié le processus de rachat du *lecor*, il ne restait que 18 agences ouvertes.

<sup>34</sup> D'autres travaux montrent que la diffusion de circuits de change caractérisés par d'importants niveaux d'informalité a également joué un rôle dans les autres provinces ayant émis des bons à l'époque. Pour le cas d'Entre Rios, cf. Obradovich, 2007.

<sup>35</sup> Les divers récits recueillis font aussi référence à d'autres acteurs qui ont profité de leurs « positions stratégiques » pour opérer comme changeurs, bien que dans ce cas de manière dissimulée et en général sporadique. Il s'agissait d'employés de banque qui s'occupaient du paiement d'impôts en *lecor*. Étant donné que les banques n'enregistraient pas séparément les paiements en pesos et en *lecor*, les employés pouvaient faire figurer des opérations payées en pesos comme si elles avaient été effectuées avec des bons, ce qui permettait d'obtenir les billets convoités (qu'ils pouvaient offrir à leur tour à ceux qui avaient besoin de vendre des bons).

avec un haut pourcentage de facturation en *lecor* (supermarchés, pharmacies, etc.), qui avaient besoin d'avoir des pesos pour payer des impôts nationaux ou de fournisseurs qui n'avaient pas de siège en province. Dans le deuxième cas, il s'agissait d'entreprises avec des niveaux élevés de revenus en pesos (hôtels, agences de tourisme, entreprises ayant des clients en dehors de la province et même des entreprises d'exportation, etc.) qui recherchaient le *lecor* pour le paiement des impôts et des services provinciaux (impôts municipaux, électricité, eau, etc.) ou d'une partie des salaires de leurs employés, afin d'obtenir un bénéfice issu du change (environ 10-15% selon le moment)<sup>36</sup>.

La recherche de bénéfices autour des fluctuations du taux de change entre le bon et le peso a été importante à l'époque du *lecor*, surtout du côté des entreprises – même si cette pratique n'a pas nécessairement été connue du grand public<sup>37</sup>. Mais les origines de cette activité spéculative précèdent le *lecor*. Au-delà des expériences les plus récentes (comme le *cecor*), la coexistence de la monnaie nationale avec des monnaies provinciales sur le territoire des diverses provinces du pays a eu beaucoup d'antécédents dans le passé et on a observé depuis longtemps le développement de circuits de change plus ou moins vastes.

Les entreprises qui, en 2002 négociaient avec des changeurs comme Roberto n'étaient pourtant pas les plus grandes. De fait, selon son récit, celles-ci avaient souvent recours aux changeurs « grossistes » – selon Roberto, pas plus de cinq ou six dans la capitale de la province – parmi lesquels on distinguait les sociétés de bourse. Ceux-ci étaient les seuls habilités à remettre des certificats d'achat-vente de *lecor* (dans la mesure où c'était des titres publics) et permettaient ainsi que les entreprises fassent figurer dans leurs bilans les opérations avec des bons. C'était les seuls qui opéraient sur le marché des changes de manière légale – bien que les limites de cette légalité étaient, pour le moins, diffuses. Dans la mesure où le *lecor* était un bon, et non une monnaie de cours légal définie comme telle, les opérations de change réalisées avec le *lecor* n'étaient pas considérées comme une modalité du change de devises (activité pour laquelle il faut impérativement une autorisation de la Banque centrale). En même temps, selon ce qui était établi par le décret de création du *lecor*, celui-ci était destiné au paiement des salaires et des services engagés par l'État provincial et pouvait être utilisé à son tour pour le paiement des impôts provinciaux et municipaux. En conséquence, la seule activité de conversion du *lecor* reconnue officiellement était réalisée par la Caisse de Compensation, qui avantageait les entreprises qui avaient signé des accords avec la province pour l'acceptation du bon. Ainsi, les *cuevas* et

---

<sup>36</sup> D'autres travaux font référence à des pratiques spéculatives similaires de la part de grandes entreprises dans des contextes de pluralité monétaire. Dans son analyse sur la fragmentation monétaire en Russie postsocialiste, Pepita Ould-Ahmed analyse le recours à divers substituts du rouble par des entreprises qui néanmoins conservent leur accès à la monnaie officielle (Ould-Ahmed, 2002 : 274). L'importance de ces pratiques, d'après l'auteur, réside non seulement dans la rente que les grandes entreprises en tirent, mais surtout dans leur impact sur la prolongation d'une pénurie de roubles dont souffrent d'autres agents économiques, pour qui le recours aux monnaies alternatives – ou bien dans ce cas, au troc – est inévitable. Il convient de noter, de toutes manières, que les *wechsels* ou *zachetys* (billets à ordres) souvent mentionnés à propos du cas russe, sont des instruments auxquels seules les entreprises pouvaient avoir accès, à la différence des *lecor* – ou du reste des monnaies provinciales argentines – qui circulent aussi bien au niveau des entreprises que des particuliers.

<sup>37</sup> Gabriel Obradovich – dont le travail sur les bons d'Entre Ríos est le seul qui contienne des informations recueillies pendant la période de circulation des monnaies provinciales – rend également compte de ce type de pratiques (Obradovich, 2007: 83).

*boneras*, n'avaient pas à strictement parler de reconnaissance légale. Néanmoins, et en dépit de leur extraordinaire expansion, leur activité n'a jamais été régulée par l'État provincial. Sans doute parce que cette régulation, comme l'affirmait Roberto, « aurait tué le bon ».

Les changeurs ont ainsi joué un rôle fondamental dans l'expansion et le maintien des circuits de circulation du *lecor*. Grâce à la multiplication des conversions, au fil des mois beaucoup de salariés de la province –et non seulement des fonctionnaires ou des travailleurs des entreprises qui recevaient de leurs clients une grande quantité de *lecor*– ont commencé à recevoir une partie de leurs revenus en bons –ce qui par ailleurs contribuait à rétro-alimenter le circuit des changes. Ainsi, en septembre 2002, une étude réalisée par la Fundación Mediterránea et le Cabinet d'expertise MKT soutenait que 25% des habitants de Córdoba percevait la totalité de leurs revenus en *lecor*<sup>38</sup>.

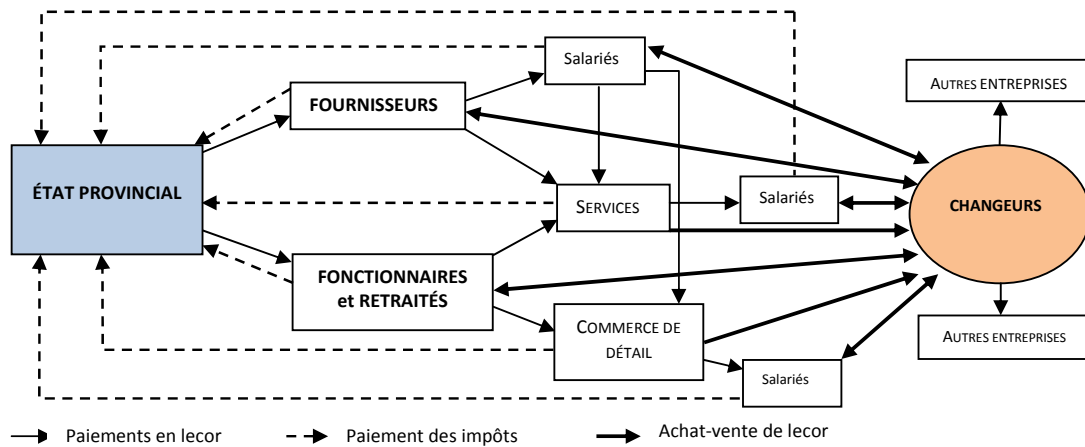
Néanmoins, tous ne participaient pas de cette expansion de la circulation du *lecor* de la même manière. Pour certains, le bon était une réalité incontournable : ils ne pouvaient pas décider de ne pas l'accepter. C'était surtout le cas de ceux qui recevaient leur salaire – ou une partie de celui-ci – en *lecor*, mais aussi de beaucoup de commerces pour lesquels l'acceptation des bons était une condition *sine qua non* des ventes. À l'opposé se trouvaient ceux qui, pour diverses raisons, percevaient majoritairement leurs revenus en pesos, et qui pouvaient donc éviter l'usage du *lecor*. Pour ces derniers le *lecor* offrait une occasion de profit. Pour les premiers, en revanche, cela impliquait souvent des pertes (surtout dérivées des décotes lors des conversions obligées du *lecor* en pesos ou suite aux augmentations des prix des biens achetés en *lecor*). Tandis que les uns avaient recours à la conversion dans le but de spéculer et de gagner, d'autres le faisaient parce qu'ils n'avaient pas d'autre alternative. Bien entendu, entre ces positions extrêmes il est possible d'identifier une série de situations intermédiaires. Les grandes entreprises achetaient des *lecor* pour payer les impôts ou les services publics de la province et tirer profit de la différence du change ; les bénéfices des uns et des autres étaient néanmoins incomparables.

En résumé, le circuit des *lecor* va d'abord de l'État provincial aux fonctionnaires et fournisseurs (voir Figure 3). Dans un deuxième temps, de ces derniers aux commerces, aux entreprises de services publics et à l'État lui-même (sous forme de paiement d'impôts). Dans un troisième temps, des entreprises qui ont convenu de la réception des bons vers l'État, à travers le paiement des impôts provinciaux et municipaux et la Caisse de Compensation habilitée pour le paiement d'impôts nationaux. Dans un quatrième temps, de ces mêmes entreprises vers les travailleurs en paiement d'une partie des salaires. En même temps que tout ceci se produit, les changeurs créent une voie supplémentaire de circulation des bons, à laquelle participent aussi les entrepreneurs et les salariés, en achetant et/ou en vendant des *lecor* (en diverses quantités). Grâce à ces conversions, les circuits et les sens de la circulation du bon se multiplient, atteignant tous les acteurs économiques de la province.

---

<sup>38</sup> Cf. *La Voz del Interior*, 25/9/2002.

Figure 3. La circulation du lecor (schéma)



### 3. Les dynamiques d'un espace plurimonnaétaire

Le contexte de pluralité monétaire dans lequel prennent place les divers usages du *lecor* est fondamentalement composé de deux monnaies principales – le peso et le *lecor* – suivies par deux autres de moindre diffusion – le *lecop* et le *patacon* – et, enfin (quoique de manière limitée à certaines transactions), par le dollar.

Comme on l'a mentionné, en dépit des résistances des fonctionnaires à être payés en bons, l'aggravation rapide de la crise et la diffusion des monnaies provinciales dans divers districts du pays ont fait qu'en décembre 2001, lorsque les premiers versements ont été effectués en *lecor*, il y a eu une certaine résignation. En même temps, les accords établis par le gouvernement provincial avec quelques chambres d'entrepreneurs ont contribué à faciliter la circulation du *lecor*.

Or, malgré ces accords l'acceptation du bon dans les transactions commerciales n'a pas été totale. Les *lecor* pouvaient être utilisés, à 100% de leur valeur et pour la totalité de l'achat ou de la facture, pour les achats d'aliments et de vêtements dans des supermarchés et des commerces de détail, le paiement des impôts municipaux et de la province et le paiement de l'électricité (fournie par une entreprise provinciale). En revanche, dans d'autres cas, on ne pouvait payer en *lecor* qu'une partie du montant total ; ce qui arrivait avec les versements mensuels destinés aux mutuelles de santé et aux écoles privées<sup>39</sup>, les loyers, les combustibles, les médicaments, les factures des cartes d'achat et de crédit provinciales, les services de téléphonie (et à l'intérieur de la province, les services publics en général) et les achats réalisés dans des commerces en gros qui opéraient au niveau provincial. Finalement, on ne pouvait pas payer en *lecor* les impôts nationaux, les échéances des crédits bancaires (sauf ceux octroyés par le *Banco de Córdoba*), les factures des cartes d'achat et de crédit nationales ou internationales, les fournitures industrielles et autres biens importés ni les achats réalisés auprès des entreprises nationales ayant leur siège en dehors de la province et des multinationales (fournisseurs d'aliments et de boissons, laboratoires, etc.)

<sup>39</sup> Selon des données du Recensement National de la Population et Logement de 2001, environ 30% de la population scolarisée dans les écoles maternelles, dans les écoles primaires et dans le secondaire, dans la province, fréquentait des établissements privés.

## Circuits

Cette situation a exigé de la part des usagers de développer différentes stratégies destinées à rendre possibles les transactions quotidiennes et à y mettre de l'ordre dans le contexte de pluralité – et de diversité – des monnaies en circulation. Cela passait d'abord par le classement des monnaies en différents compartiments en fonction de leur finalité. Les habitants de Córdoba réservaient les pesos perçus pour payer les services ou les produits qu'on ne pouvait se procurer qu'au moyen de la monnaie nationale et ils destinaient les *lecor* au reste de leurs achats –y compris les achats pour des petits montants. Dans d'autres cas, le problème était résolu en créant des systèmes de « compte courant » dans les petits magasins de quartier, où les propriétaires acceptaient les paiements en *lecor* mais ne rendaient pas la monnaie.

Une autre stratégie consistait à changer des *lecor* par des pesos. Comme cette « réserve de pesos » était souvent insuffisante pour faire face à toutes les dépenses qui devaient obligatoirement être réalisées en monnaie officielle, on avait recours au change. Celui-ci avait surtout lieu dans les *cuevas* avec une perte inévitable à chaque opération (entre 10 et 15% du montant, selon le moment). Mais il existait aussi d'autres possibilités qui n'impliquaient pas forcément de perdre au change lorsque, par exemple, les opérations étaient faites entre membres d'une même famille ou entre amis. Dans ces opérations, on respectait la relation de « un à un » entre les pesos et les bons. Par ailleurs, ceux qui occupaient certaines positions stratégiques dans le commerce ou dans le système bancaire (surtout les caissiers) en profitaient pour changer des bons par des pesos (à un taux de « un à un »).

Cependant, comme nous l'avons vu, ces opérations de change étaient aussi réalisées en sens inverse (c'est-à-dire, qu'on pouvait vendre des pesos pour acheter des *lecor*). C'était surtout une pratique typique des grandes entreprises, qui achetaient des *lecor* qu'elles destinaient à certains impôts ou aux salaires afin de profiter de la différence liée au taux de change, mais ce n'était pas seulement elles qui agissaient ainsi. De nombreux salariés et petits commerçants changeaient des pesos en *lecor* qu'ils utilisaient ensuite pour payer des impôts et des services, et même pour acheter des biens, ce qui leur permettait de compenser la perte de valeur de leurs revenus. Les commerces de détail faisaient face aussi à un autre problème : une bonne partie de leurs fournisseurs (surtout d'aliments et de boissons) étaient des entreprises qui travaillaient à une échelle nationale – par exemple, des entreprises multinationales – qui n'acceptaient pas les *lecor* ou les acceptaient dans une proportion limitée. Devant ces restrictions, deux stratégies principales se sont mises en place : d'un côté, choisir comme fournisseurs des petits commerçants de la province, qui vendaient à des prix plus chers mais acceptaient le paiement avec des *lecor* ; de l'autre, fractionner les achats en fonction des pesos qui « entraînent » dans le commerce.

Aux difficultés associées aux restrictions de la circulation du *lecor* il faut ajouter les incertitudes relatives à l'évolution de son cours, à la capacité financière de la province à le racheter, aux conditions auxquelles ce rachat serait réalisé et à l'évolution des relations entre la province et l'État national, lesquelles ont constitué – à partir de son lancement – l'arrière-fond de l'histoire du *lecor*. Face à ce manque de certitudes, l'utilisation des *lecor* a été fortement marquée par une tendance à la dépense rapide des bons. Comme le disait Marcos :

*Les gens voulaient se défaire des bons. C'est-à-dire, les gens qui avaient un bon le dépensaient illico car personne ne savait combien de temps ils allaient durer et si on allait ou non les racheter, qui et comment.*

*(Marcos, 60 ans, chargé de la cantine d'une école, ancien ouvrier de l'industrie automobile ; nous soulignons)*

*M : Vous me disiez que les gens dépensaient beaucoup avec les bons parce que...*

*Carlos : oui, avec les bons. Ils n'en voulaient pas, on aurait dit qu'ils leur brûlaient les doigts. Aussitôt qu'ils en avaient ils les dépensaient.*

*M : et pourquoi d'après vous ?*

*Carlos : parce que c'était pas du liquide, les gens le dépensaient*

*(Carlos, environ 50 ans, petit commerçant, marié ; nous soulignons)*

*Après, tout ça s'est mis à circuler et tous ceux qui pouvaient te payer avec des bons te payaient avec des bons, tu vois ? Mon mari est architecte et avec son travail... Aujourd'hui justement, on s'en souvenait, il travaillait dans un grand chantier en 2002, en juillet 2002, juin, juillet 2002. [Il] a repris le travail [après avoir été malade] c'était un gros chantier [où] on le payait avec des bons, tout, tout, tout.*

*(Mónica, 45 ans, mariée, deux filles. Elle est psychiatre et travaille dans un hôpital public et dans son cabinet privé)*

« S'en défaire », « s'en débarrasser », « les liquider » sont quelques unes des expressions les plus fréquentes pour décrire une des attitudes courantes avec les bons : ils sont vite dépensés (plus rapidement que les pesos). Le rejet initial du paiement des salaires en *lecor* et plus encore l'incertitude sur le futur de la monnaie provinciale se traduisaient par une plus grande tendance à la dépense ce qui entraînait une plus grande vitesse de circulation de la monnaie provinciale.

Pour la plupart des personnes interviewées, cette façon d'utiliser le *lecor* révélait un certain mépris de la monnaie provinciale, une valorisation négative à son égard. Mais, en même temps, c'était précisément cette tendance à la dépense et non à la thésaurisation des bons, qui renforçait la capacité du *lecor* à relancer l'économie provinciale et en faisait un recours idoine devant le manque de liquidités.

Dans un moment de crise durant lequel, ainsi que le signalait Marcos, « c'était comme si on avait caché le liquide », les bons ont fait *bouger* ce qui *stagnait* « comme dans un étang »<sup>40</sup>. De différentes façons, beaucoup de personnes rencontrées pendant le travail de terrain ont souligné l'impact positif du *lecor* en termes de relance de l'économie provinciale. Selon l'expression sans doute optimiste de Roberto le rôle du bon était décisif :

*L'argent bougeait, c'était impressionnant... [Le bon] provoquait un mouvement d'argent qui n'existe pas aujourd'hui<sup>41</sup>. Je crois que si tu poses la question à un commerçant de l'époque des bons, il pourrait te dire : – 'C'était super, mieux qu'aujourd'hui.' Les gens les dépensaient ...*

*(Roberto, 36 ans, changeur ; nous soulignons)*

<sup>40</sup> L'expression est de Máximo, 46 ans, concierge dans un immeuble du centre ville.

<sup>41</sup> Cette idée du mouvement associée aux bons était soulignée quand Roberto faisait référence aux transactions qu'il réalisait comme changeur. Dans ses récits il ne décrivait jamais son « activité » comme la pratique consistant à « acheter » et « vendre », mais à « faire bouger » les bons. Ainsi, par exemple, cette réflexion : « Tu fais bouger 50 000 bons, à 0,2 [peso] de bénéfice par bon, ce sont 1 000 pesos [de bénéfice]... et tu n'as rien fait ! » (Roberto, 36 ans, changeur).

Les propos de Roberto, ainsi que plusieurs autres que l'on a recueilli lors du travail de terrain soulignent une métaphore récurrente dans les récits concernant le *lecor*. Les bons étaient souvent associés au mouvement en opposition à l'état de l'économie dans laquelle ils circulent, laquelle était « bloquée » avant la création de la monnaie provinciale.

Cette référence au mouvement apparaît souvent, notamment dans les réflexions des habitants de Córdoba au sujet de la confiance progressive dans la monnaie provinciale. Si on compare l'expérience du *lecor* avec celle du *cecor* Mirta disait :

*[Moi] je n'ai pas eu tant de problèmes [avec les bons], La première fois [en 1995] ça avait été difficile de les accepter ; la deuxième fois, je dirais que ça a été plus... [facile]. Et en plus [il y avait] beaucoup d'incertitude, mais après [...] comme on voyait que ça marchait, on a suivi le mouvement.*  
(Mirta, 37 ans, mariée, deux enfants, fonctionnaire, travaille dans un hôpital en province ; nous soulignons).

On peut trouver une expression similaire dans la réflexion d'Horacio, qui compare aussi les deux bons :

*[Ça a été] à l'époque de Mestre<sup>42</sup> qu'il y a eu le plus de réticences. Comme le cecor avait été accepté par tous les supermarchés sauf Carrefour, et que 50%, 60% du salaire [était payé en pesos] alors, avec un effort plus ou moins grand ça pouvait marcher. Mais les lecor ont été immédiatement acceptés [...] C'est ce qui a fait la différence et c'est ce qui explique que c'était moins compliqué de le suivre quand on était fonctionnaire.*  
(Horacio, 60 ans, juge de la province de Córdoba ; nous soulignons)

La manière selon laquelle Mirta et Horacio rapportent les réactions des habitants de Córdoba face au *lecor* est importante dans la mesure où elle témoigne d'une façon singulière de comprendre la monnaie. Dans leur récit, le *lecor* est en lui-même une forme de mouvement que les usagers « suivent ». Dans ce sens, la monnaie provinciale est avant tout un moyen de paiement et d'échange, un élément défini par sa circulation. Mais ces manières de parler sont aussi importantes dans la mesure où elles rendent compte d'un aspect central du processus de construction de la confiance dans la monnaie provinciale. En reprenant les notions d'Aglietta et Orléan (1998, 2002), on peut dire que ces manières de parler renvoient à la manière selon laquelle s'instaure un « régime de confiance méthodique » (Orléan, 2009), dans lequel il est possible d'observer que chaque individu accepte la monnaie en circulation en tenant compte de ce que font les autres. La référence à ce processus est explicite dans le récit de Francisco :

*Au début non, au début tu te disais quand même : « oh là là, qu'est-ce que c'est que ce truc ? Qu'est-ce qu'ils nous donnent là ? Ces bons, est-ce une bonne ou une mauvaise chose ? Est-ce qu'ils vont durer ?... » C'est ce que tu te dis au début. Après on se dit : « Eh bien, au moins ils marchent, ils sont acceptés partout, tu peux acheter des vêtements, tu peux acheter ça, tu peux acheter ... » C'est le temps qui te donne ça : la confiance...*  
(Francisco, 35 ans, comptable)

---

<sup>42</sup> Gouverneur de la province en 1995.

Cette construction de la confiance, dans sa forme méthodique, est faite fondamentalement de la routinisation de pratiques de compte et de paiement ; y contribue aussi la naturalisation de certaines opérations et des espaces (comme le change et la scène privilégiée des agences informelles : les *cuevas*). C'est ce que raconte Mónica :

*Au début c'était tout de même angoissant parce que... être payé avec ces papiers, t'avais l'impression que tu ne pouvais rien en faire. Après, c'est devenu quelque chose d'habituel et les cuevas en question faisaient partie du paysage...  
(Mónica, 45 ans, mariée, deux filles. Elle est psychiatre et travaille dans un hôpital public et dans son cabinet privé)*

Par ailleurs, comme nous l'avons vu, l'expérience du *cecor* en 1995 n'a pas été étrangère au processus de construction de cette confiance routinière dans le *lecor*. D'une certaine manière, ces routines étaient plus faciles à établir dans un contexte où les bons n'inquiétaient plus.

La lente généralisation de l'utilisation du *lecor*<sup>43</sup>, au-delà des limites signalées rend compte alors de sa nécessité dans un contexte de crise provinciale et nationale aiguë mais aussi de la construction progressive de la confiance dans cette nouvelle monnaie. Dans ce processus, l'élaboration de diverses stratégies destinées à mettre en ordre et faciliter les transactions dans un contexte de pluralité monétaire a été fondamentale, dans la mesure où ces stratégies ont contribué avec le temps à stabiliser les représentations monétaires et, en définitive, à permettre que la monnaie provinciale devienne un « instrument docile » (Orléan, 2009)<sup>44</sup>.

---

<sup>43</sup> La presse provinciale de la période offre des indicateurs au sujet de cette généralisation de l'acceptation du *lecor* dans la province. Dans *El Diario* de Villa María, par exemple, différentes informations publiées entre 2002 et 2003 font mention de vols pour divers montants, en pesos, *lecor* et *lecor*. Le 15/8/2002 deux hommes armés sont entrés dans une ferme de Villa María et « se sont emparés de bons *lecor* et *lecor* pour un moment équivalent à quatre mille pesos ». Le 4/12/2002 au matin, trois hommes sont entrés dans une maison et ont volé « une somme d'argent d'environ 44.000 pesos. À vrai dire, les délinquants ont emporté environ 28.300 pesos en billets de monnaie nationale, en bons provinciaux (*lecor*) et en *patacones*, et environ 15.600 en monnaie étrangère (3.700 dollars et environ 600 euros) ». Le 5/5/2003, trois délinquants ont fait irruption dans un bar du quartier d'Alto Alegre et ont braqué les personnes présentes. « Ils ont pris une somme d'environ cinq mille pesos en liquide, des *lecor*, des *lecor*, des *patacones* et un chèque ; ainsi qu'un magnétophone, deux paires de baskets 'Nike' et 'Reebok', deux bagues en or et une veste en cuir pour homme ». Cf. *El Diario del Centro del País*, 16/8/2002; 5/12/2002 et 6/5/2003. La description des « butins » des braqueurs dans ces trois cas est intéressante parce qu'elle révèle ce que contenaient les caisses des commerces, les portemonnaies des clients et les coffres-forts ou tiroirs dans les domiciles à l'époque où circulait le *lecor*. En même temps, cela coïncide avec de Roberto, propriétaire d'une « *bonera* » (bureau de change) dans la ville de Córdoba, qui évoquait l'année 2002 en disant : « ici, tu ouvrais un portefeuille et il n'y avait que des bons ».

<sup>44</sup> Comme l'ont montré Théret et Zanabria (2007) dans leur analyse comparée du *patacón* de Buenos Aires et du *federal* d'Entre Ríos, ce processus a été très différent d'une province à l'autre. Dans ce sens, les conclusions pour le cas de Córdoba peuvent ne pas s'appliquer automatiquement à d'autres provinces.



## Hiérarchies

Les différentes modalités de l'usage du *lecor* que nous venons de décrire nous permettent de comprendre que la pluralité monétaire s'est constituée à Córdoba – comme ce fut le cas ailleurs– sous la forme d'une hiérarchie de monnaies clairement établie<sup>45</sup>. Non seulement les finalités et les manières d'utiliser les pesos, les *lecor* et les *lecop* n'étaient pas les mêmes ; mais les usagers les évaluaient aussi différemment.

Chacune de ces monnaies se situait dans une position différente au sein d'une hiérarchie définie en fonction de plusieurs critères. Le premier était lié au degré d'acceptation de chacune de ces monnaies. Cette acceptation dépendait à son tour d'un deuxième principe – toutefois indépendant – qui était l'identité de l'émetteur (importante notamment en termes de garantie) de chaque monnaie :

*Adrián : les patacones, tiens, puisque tu en parles et moi j'avais oublié, ils avaient un bon prix à Córdoba. Le patacón était... le patacón et le bon national avaient, pratiquement, la même valeur ; ils étaient acceptés. Le bon de Córdoba personne n'en voulait, et on te disait: 'Ah, j'ai des bons nationaux ou des patacones', [et tu répondais:] '-Ah, donne-moi des patacones...'*

*M : et pourquoi avez-vous l'impression qu'ils étaient mieux acceptés ?*

*Adrián : à cause de la garantie qu'ils avaient, parce que, disons, l'émission que fait l'État n'est pas la même que celle que font les particuliers, que faisaient quelques provinces. Même à Córdoba, les bons ont pu coûter 82%, 83% à un moment donné, tu perdais presque 20%, 17%. Mais dans d'autres provinces, plus pauvres, le cas du Chaco, qui sort son bon et le bon coûte 40% dans la rue, 50%...*

*(Adrián, environ 50 ans, comptable, nous soulignons)*

*[Il y avait] le lecop national et le lecor provincial, les plus utilisés c'était les lecor provinciaux ; des lecop nationaux, il n'y en avait pas beaucoup, les nationaux étaient beaucoup plus acceptés que les provinciaux [...] Je dirais qu'ils avaient pour eux le poids de la Nation ; c'est tout de même très bizarre, parce qu'après tout ce qu'avaient fait les présidents, que la Nation ait [plus de poids]... c'était quand même dingue.*

*(Matías, 28 ans, célibataire, employé de banque ; nous soulignons)*

On peut souligner que ni Adrián ni Matías, pourtant familiarisés avec le régime d'imposition et les restrictions concernant le paiement des impôts nationaux avec des bons, n'y font référence dans leurs réflexions sur l'acceptation des diverses monnaies provinciales – en tous cas pas de prime abord. Il est évident que, pour eux, d'autres éléments interviennent dans la circulation des diverses monnaies créées entre 2001 et

---

<sup>45</sup> Dans les réseaux de troc argentins – système proche des SEL français – la pluralité monétaire développée à partir de la crise de 2001 a également fait place à l'organisation d'une hiérarchie de monnaies clairement différenciées. Dans un contexte d'énorme croissance de la quantité de participants et de grands défis pour l'activité, le peso (jusqu'à ce moment-là strictement interdit au sein des réseaux) a été introduit dans les clubs de troc, alors même qu'était promu l'échange de biens sous la forme du « troc direct » (c'est-à-dire un bien pour un autre). Ces deux moyens d'échange ont coexisté pendant cette période avec la monnaie sociale créée par ces réseaux, le *crédito*, qui n'a jamais été abandonnée complètement. Dans un travail antérieur nous avons analysé ce processus, tout comme le rôle que les expériences monétaires préalables des participants –surtout celles de la période d'inflation– ont eues dans la définition de stratégies face à cette « coexistence des monnaies » (Luzzi, 2005: 101-130).

2002. Il ne s'agit pas de la possibilité de s'acquitter des dettes avec des bons mais plutôt de leur dimension institutionnelle (quelque chose qui, dans les termes du modèle proposé par Aglietta et Orléan, serait lié à la forme hiérarchique de la confiance dans la monnaie). Quel qu'ait été l'émetteur (une province ou l'État central) de chaque monnaie cela aurait des conséquences sur les représentations à son égard et donc sur son acceptation par la société.

L'incertitude mentionnée plus haut au sujet de la valeur future de la monnaie est un autre élément intervenant dans cette hiérarchie des monnaies. Jimmy a entre 50 et 60 ans et il est depuis de nombreuses années le propriétaire d'une imprimerie. Dans son cas, le récit des expériences avec les bons est inséparable d'une réflexion sur sa propre trajectoire en tant que commerçant :

*Après la crise de l'hyperinflation d'Alfonsín, j'ai appris ce que c'est qu'un dollar ; à l'époque de Menem nous avons perdu tout respect vis-à-vis du dollar... Dans les moments les plus chauds, moi, c'est sûr, je ne manquais pas de me défaire des bons. Je commençais par me défaire des bons provinciaux ou ceux d'autres provinces ensuite je me défaisais aussi des tickets<sup>46</sup>, puisque ce sont des bons aussi et actuellement on te paye avec ça ...  
(nous soulignons)*

Le commentaire de Jimmy est intéressant dans la mesure où il permet de voir non seulement quels étaient les critères de l'usage qu'il faisait des diverses monnaies en circulation, mais aussi comment son expérience des *lecor* et autres bons était pensée dans la continuité d'autres expériences de pluralité monétaire –comme celle qui avait eu lieu à la fin des années 1980, en pleine crise inflationniste, avec le peso et le dollar. Pour Jimmy – comme pour beaucoup d'autres – l'hyperinflation de 1989 supposait un apprentissage : certaines monnaies pouvaient se déprécier rapidement (comme le peso) alors que d'autres étaient plus fortes et pouvaient jouer le rôle de « refuge » par rapport aux premières (comme le dollar). Pendant les périodes de haute inflation, acheter des dollars cela voulait dire justement « se défaire » des pesos et garder une monnaie capable d'offrir une plus grande sécurité par rapport à sa valeur future. Dans ce sens, on peut sans doute affirmer que la multiplication des monnaies en Argentine entre 2001 et 2003 a réactivé la mémoire de pratiques monétaires passées, également marquées par la coexistence de monnaies aux valeurs et aux statuts divers. Ainsi, les leçons de ces expériences ont été mobilisées à l'occasion de la création d'une nouvelle monnaie –dans ce cas le *lecor*.

Ces représentations des usagers des différentes monnaies en circulation, et de leur articulation dans une hiérarchie de monnaies, ne sont pas séparables d'une réflexion –plus ou moins explicite selon les cas– par rapport à la nature de la monnaie en elle-même, et au caractère monétaire ou non du *lecor*. Selon Horacio, la référence à la fonction de moyen d'échange et de paiement était quelque chose de central dans la définition du *lecor* comme monnaie :

*Avant qu'ils ne soient mis en circulation [les lecor] il y a eu des déclarations de beaucoup de chambres d'entrepreneurs qui encourageaient cette mise en circulation. Et cela a réellement apporté un soulagement, cela a eu un aspect multiplicateur très grand ; c'était une monnaie, de fait, c'était une monnaie, je ne sais pas si techniquement, mais c'était un moyen de paiement et dans la mesure où elle était acceptée par tous, elle avait le rôle d'une monnaie. C'était le cas de*

---

<sup>46</sup> Proches du ticket-restaurant, ceux-ci pouvaient être également utilisés pour faire des courses.

toutes [les autres provinces], de ce point de vue. Le hic c'était quand il fallait payer les fournisseurs nationaux.  
(Horacio, 60 ans, juge de la province de Córdoba ; nous soulignons)

Cependant, ce fonctionnement en tant que moyen d'échange, dans la mesure où il était limité à la province, semblait ne pas être suffisant pour une définition absolue du *lecor* comme monnaie. Jimmy disait quelque chose de similaire quand il déclarait que tout ce qui sert comme moyen de paiement c'est de « l'argent » (*plata*)<sup>47</sup>, sans pour autant cesser d'établir une distinction entre « argent authentique » et « cochonneries » :

*Je les prenais [les tickets]. Je ne prends pas les cartes de crédit, mais pour moi du moment que c'est de l'argent... et c'est de l'argent si cela me sert comme élément pour commercialiser, acheter et vendre. [J'avais] vite fait de me défaire des tickets restaurant et autres tickets [...] Je me défaisais de toutes ces cochonneries et ne gardais que l'argent authentique, je gardais les dollars. Et les pesos.  
(Jimmy, entre 50 et 60 ans, marié, commerçant ; nous soulignons)*

La distinction entre argent « authentique » et argent qui ne l'est pas a également été soulignée par Adrián, qui la rapporte par ailleurs à la faible qualité d'impression des bons de Córdoba comme étant une partie du problème :

*Le lecor a été une solution au manque d'argent, parce qu'il n'y avait pas un sou dans la rue. Alors ils ont inventé cette cochonnerie de monnaie, cette fausse monnaie qui était... c'était un comble... un bout de papier de rien du tout, si facile à fausser, alors il y a eu aussi des faux qui ont commencé à circuler, des faux en veux-tu en voilà. [...] Aujourd'hui on se dit : « Oui, à la vérité, quelle merde que ces bons ! » Mais quand tu commences à y regarder de plus près, ils ont fait bouger l'économie, ils ont permis que l'économie ne s'effondre pas complètement... C'était un fait, il n'y avait pas d'argent ! Alors, quoi, s'il n'y avait pas d'argent authentique, [si] l'argent authentique avait disparu, [nous avons ça], qui n'est pas une monnaie, ce sont des bons, ce sont des bons...  
(Adrián, environ 50 ans, comptable)*

Dans d'autres cas, la définition du *lecor* comme monnaie ne passait pas tant par les transactions que celui-ci permettait de réaliser que par la forme et la manière selon laquelle il était reçu. C'est ce qui apparaît dans le témoignage de Mirta, pour qui le fait que les bons soient versés comme une partie du salaire était un élément central pour les considérer comme de « l'argent » :

*M : Tu me disais tout à l'heure qu'on te payait une part « en bons » et une part en « argent »...*  
*Mirta : Mais c'est comme si ce n'était pas de l'argent ...*  
*M : Et pourquoi est-ce que ce n'était pas de l'argent ?*

---

<sup>47</sup> La langue espagnole admet, en Amérique latine, deux expressions pour se référer à l'argent : le terme formel « *dinero* » (qui vient du latin *denarius* : monnaie d'argent) et celui plus familier de « *plata* » (qui vient du latin *plattus* : lame de métal, et dans la péninsule ibérique spécifiquement lame d'argent (Corominas, 1973 : 215 et 463). Il existe par ailleurs une vaste série de termes locaux pour désigner l'argent – ou quelques unes de ses formes ou des quantités spécifiques – de manière informelle. En Argentine, parmi les expressions les plus courantes, on trouve : *guita*, *mango* (fric, blé), *sope* (peso en « verlan »). Aucun de ces termes n'a été utilisé par les personnes rencontrées pour nommer les diverses monnaies pendant la période considérée. « *Dinero* » et « *plata* », en revanche ont eu une signification spécifique dans la définition de la hiérarchie des monnaies que nous analysons ici.

*Mirta : Eh bien, parce que ce n'était pas la monnaie courante que nous utilisons habituellement. Mais si on y pense sérieusement, en fait c'était pareil, c'est pour ça que je disais : « Pourquoi est-ce que tout le monde se précipitait désespérément pour essayer de se débarrasser de ces papiers ? ». En réalité, c'était de l'argent, c'était comme si personne ne voulait les avoir, ils avaient peur qu'ils soient faux ... Ils voulaient s'en débarrasser le plus vite possible et parfois je ne comprenais pas pourquoi. Moi, si je devais le dépenser, je le dépensais, mais je ne sortais pas acheter juste pour m'en débarrasser, j'essayais de... Parce qu'en définitive c'était le salaire qu'on avait et qu'on avait toujours eu, mais je ne sais pas, c'était comme si les gens ne voulaient pas avoir ces bouts de papiers, c'est comme ça qu'ils les appelaient, ils voulaient s'en débarrasser. C'était des billets. Les gens plus âgés c'était surtout eux qui avaient du mal à comprendre ; moi, j'ai toujours compris que c'était pareil que d'avoir l'argent comptant et trébuchant à cette différence près que ça portait un autre nom, mais les gens âgés avaient du mal.  
(Mirta, 37 ans, mariée, deux enfants, fonctionnaire, travaille dans un hôpital en province).*

Comme le montrent les divers extraits d'entretiens cités, la hiérarchie des monnaies s'exprime avant tout dans les manières qu'on a de les nommer. Dans l'échelle de valeur que ces propos contribuent à dresser on trouve d'un côté, « l'argent », « l'argent authentique », « le liquide » et de l'autre « les cochonneries » ou « les bouts de papier »<sup>48</sup>. Dollars et pesos se situaient clairement d'un côté et les tickets de l'autre. La place du *lecor* était en revanche moins définie. Même si par certains aspects, il se différenciait de l'argent (sa validité était restreinte aux limites de la province, son aspect physique était différent de celui de la « monnaie courante »), par d'autres il lui ressemblait : c'était des « billets » et ces billets faisaient partie du salaire, et en général, des revenus.

Dans cette difficulté à définir le caractère monétaire des bons, le temps joue un rôle central. Les bons peuvent être considérés comme monnaie, équivalente à « l'argent », une fois qu'ils sont « acceptés par tous » (ou presque tous) mais non pas d'entrée de jeu lorsqu'ils sont mis en circulation. De même, ils ne sont pas non plus de « l'argent » *ad vitam æternam* : lorsque leur circulation devient difficile et que leur valeur chute, ils cessent de l'être. Dans les deux cas, ce n'est pas de la monnaie mais du papier.

On retrouve la même idée dans les remarques de Marcos, qui décrit le processus de dévalorisation du *lecor* à mesure que son usage se généralisait et déplaçait les pesos :

*Écoute, moi, on me payait avec des bons et j'avais même des gens du conseil [de l'école] qui me payaient avec des bons et donc je devais payer [les autres] avec des bons, et c'était aussi simple que ça. [...] Même des entreprises, des entreprises du bâtiment... Certaines payaient avec des bons. Ce qu'il y a c'est qu'il y a eu un moment ici où ce n'était plus que des papiers qui ne servaient à rien ...*

---

<sup>48</sup> La référence au « papier » comme manière de nommer les bons était fréquente dans la presse provinciale. Ainsi, un article publié dans *La Voz del Interior* en avril 2002 notait : « Les gens disposent de moins en moins de liquide. Par exemple, 45% des ventes du [supermarché] Disco sont faites avec des *lecor*. Mais si on prend en compte les *lecop* et les achats avec des cartes de crédits locales (dont la moitié est payée en bons), 75% des ventes **se font avec des papiers** ». Cf. *La Voz del Interior*, 3/4/2012; nous soulignons.

*(Marcos, 60 ans, chargé de la cantine d'une école, ancien ouvrier de l'industrie automobile ; nous soulignons)*

On observe alors, d'une part, que les éléments qui interviennent dans la définition des relations établies entre les différentes monnaies sont multiples. D'autre part, que loin d'être stable, la hiérarchie des monnaies qui en résulte est objet d'ajustements permanents, de négociations et de conflits. Ainsi, ce qui au départ n'était que « papier » peut devenir « monnaie » mais non nécessairement pour toujours. En même temps, l'ordre au sein de cette hiérarchie peut également être mis en question et altéré de diverses manières. Et c'est l'observation de ces mises en question et de ces transformations qui permet de montrer comment est construite –et menacée– la confiance dans les monnaies.

### *Frontières*

Notre analyse de la circulation du *lecor* a privilégié jusqu'ici le rôle de la nouvelle monnaie dans la consommation des biens et des services, ainsi que sa capacité à acquitter des dettes. Or, la circulation des monnaies provinciales ne devrait pas être évaluée uniquement dans ces domaines. Les effets de ces monnaies ont été multiples et leur impact sur la vie des habitants de Córdoba a été variable. Nous avons déjà fait référence aux difficultés auxquelles les commerçants avaient été confrontés lorsque leurs fournisseurs ne vivaient pas dans la province et qu'ils refusaient les paiements avec des bons. Dans ces cas, on observait que le *lecor* fonctionnait comme un puissant révélateur de la frontière provinciale. La situation ne concernait pas exclusivement les commerçants. Mirta, par exemple, était née à Santiago del Estero et avait l'habitude avec son frère d'aller dans cette province (limitrophe de Córdoba au nord) visiter leur père. Pendant la crise, ces voyages devenaient plus compliqués:

*Mon frère travaillait ici, à Córdoba, et il était payé avec des bons. Quand il allait à [Santiago] il ne pouvait pas s'en servir parce qu'ils ne circulaient pas là-bas... Alors, qu'est-ce qu'il faisait ? Seuls les magasins qui achetaient leurs marchandises à Córdoba acceptaient ces bons pour ensuite pouvoir acheter. Alors je crois que tu ne pouvais pas sortir de la province parce que dans les autres [provinces] on ne les acceptait pas.*

*(Mirta, 37 ans, mariée, deux enfants, fonctionnaire, travaille dans un hôpital en province).*

Mónica vivait une situation similaire quand elle rendait visite à sa sœur à Buenos Aires, bien que ses difficultés fussent compensées lorsque sa sœur faisait le voyage à Córdoba. Mónica pouvait alors changer ses bons sans avoir à recourir aux *cuevas* (agences informelles) et éviter ainsi la décote correspondante:

*Ce qui arrivait aussi c'est qu'ils n'étaient valables que dans la province. Quand j'allais rendre visite à ma sœur à Buenos Aires ils ne me servaient à rien, à rien... [...] Après, tu finis par t'y faire à ce système, [ça te] semble normal et tu en connais toutes les ficelles. Ma sœur venait à Buenos Aires et moi je ne lui laissais rien payer avec de l'argent, [pour] changer [les bons]... Bon, tout ça, c'est ma sœur [qui me le rappelle]: « Tu ne voulais pas me laisser payer quoi que ce soit, tu voulais tout payer avec des bons... »*

*(Mónica, 45 ans, mariée, deux filles. Elle est psychiatre et travaille dans un hôpital public et dans son cabinet privé)*

La situation inverse pouvait se produire aussi quand un habitant de Córdoba se rendait dans d'autres provinces où circulaient aussi des bons. Máximo a 46 ans, il est marié et a cinq enfants, qui en 2001 avaient entre 4 et 14 ans. Son épouse est femme au foyer et lui travaille comme concierge dans un immeuble près de la Cité Universitaire. Pour lui, les problèmes concernant les déplacements hors de la province se présentaient non seulement à l'aller mais aussi au retour :

*Parfois tu allais du côté du nord et il fallait que tu dépenses tout [l'argent], parce qu'on te donnait des bons. Tu allais à Catamarca, Tucumán, [...] tu arrivais avec des pesos d'ici et là-bas on te rendait [la monnaie] on te disait: « Je n'ai pas [de pesos] » et on te donnait le bon [de là-bas], et il fallait que tu le dépenses là-bas parce qu'après tu n'y retournais pas...*

*(Máximo, 46 ans, marié, 5 enfants, concierge)*

Il convient de signaler que tous ne percevaient pas ces contraintes de la même façon. Alors que certains mettaient l'accent sur les diverses stratégies élaborées pour faire face aux difficultés, d'autres – comme Marcos – soulignaient les frontières que le *lecor* contribuait à tracer<sup>49</sup> :

*Mais la question est qu'il arrivait un moment où tu rassemblais un tas de bons et il fallait que tu restes dans ce cercle. C'est-à-dire qu'on nous avait mis dans un cercle vicieux dont on ne pouvait pas sortir, parce que tu ne pouvais même pas aller à La Rioja, parce que tu ne sortais pas, et je crois qu'à La Rioja il se passait exactement la même chose.*

*(Marcos, 60 ans, chargé de la cantine d'une école, ancien ouvrier de l'industrie automobile ; nous soulignons)*

Comme on peut l'observer, à Córdoba tous ne déclinaient pas le problème de la même manière. Mais tous signalaient la consolidation d'une frontière géographique liée aux nouvelles monnaies – aussi bien le *lecor* que les bons émis par les autres provinces –, là où autrefois une seule monnaie au cours légal forcé – monopole de l'État central – unifiait le territoire de la Nation.

Par ailleurs, les frontières sociales que les monnaies provinciales contribuaient à édifier n'étaient pas seulement des marques spatiales. L'inégale distribution du *lecor* parmi les habitants de la province et surtout leur accès différencié au « liquide » (« *efectivo* ») était un puissant marqueur social qui se manifestait avant tout dans les pratiques de change des monnaies. Tandis que pour certains le change de *lecor* pour des pesos était une opération obligée et fréquente, d'autres avaient recours au change seulement pour l'opération inverse, convertir des pesos en *lecor*. En même temps, si quelques uns pouvaient se passer des *cuevas* et changer tous leurs bons auprès de leur cercle de connaissances, d'autres étaient contraints de perdre une partie de leurs revenus dans les bureaux de change. Dans la production de ces différences, la source des revenus des ménages (salaires, aides sociales, bénéfices des entreprises, rentes,

---

<sup>49</sup> Quelques analyses publiées dans la presse écrite soulignaient aussi les contraintes imposées par le *lecor*. Cf. Mussa, Nancy "Golpea, golpea hasta quedarse sin fuerzas", *El Diario del Centro del País*, Villa María, 21/1/2002 et Bertino, Rosa "Prisioneros de las lecor", *La Voz del Interior*, 17/8/2002.

etc.) et la quantité des personnes actives au sein du foyer constituaient des éléments centraux<sup>50</sup>.

Charles Tilly définit la notion de frontière sociale en indiquant que celles-ci « interrompent, divisent, circonscrivent ou séparent des distributions de population ou d'activité à l'intérieur de champs sociaux. Ces champs incluent sans aucun doute des distributions spatiales de population ou d'activité, mais aussi des distributions temporelles et des groupes de connections interpersonnelles » (Tilly, 2004 : 214). On peut déduire de cette affirmation que, à l'intérieur d'un espace ou groupe social déterminé, les frontières sont multiples et sujettes à des transformations, produit de divers processus<sup>51</sup>. Tilly en identifie quelques uns : la rencontre, l'imposition, l'emprunt, la conversation et l'impulsion mobilisatrice sont des mécanismes qui provoquent – en général en se combinant – le changement des frontières sociales (Tilly, 2004: 218-220).

Comme nous l'avons vu, la création d'une nouvelle monnaie de la part des autorités provinciales– ce que Tilly aurait interprété probablement comme une combinaison d'imposition autoritaire et d'impulsion mobilisatrice – a supposé la définition de nouvelles frontières (par exemple, entre salariés dont le seul revenu provenait du secteur public et le reste de la population), ainsi que le renforcement d'autres frontières déjà existantes (par exemple, celles établies entre diverses provinces). On observe alors que la mise en circulation des monnaies provinciales n'a pas eu seulement des effets sur la dynamique du marché mais aussi sur toutes les relations sociales établies à l'intérieur même de la province de Córdoba et entre Córdoba et les autres provinces ainsi qu'avec le gouvernement central.

En effet, si en suivant Aglietta et Orléan (1998, 2002) nous admettons que la monnaie n'est pas seulement un instrument neutre destiné à faciliter les échanges mais qu'elle constitue un opérateur d'appartenance sociale, toute transformation de la monnaie aura des conséquences aussi bien au niveau des échanges dans lesquels elle intervient que dans les relations qui donnent forme à cette société que la monnaie permet d'unir. La multiplication des formes monétaires grâce à la création de monnaies provinciales, est une de ces transformations. Et on observe ses effets sur la définition et la redéfinition de l'appartenance sociale pendant la crise ainsi que le donne à penser la réflexion précédente sur les frontières sociales que le *lecor* contribue à tracer.

---

<sup>50</sup> L'enquête réalisée par le cabinet d'experts local Delfos en juillet 2002 signalait que, parmi les personnes consultées, 73% utilisaient davantage le *lecor* que les pesos dans les transactions quotidiennes. Ce pourcentage passait à 82% quand il s'agissait de niveaux socioéconomiques plus aisés et plus modestes. Cette donnée, que la presse a présentée comme paradoxale, ne faisait que refléter la dynamique des circuits de change : tandis que les secteurs les plus riches changeaient des pesos en *lecor* pour faire des achats et des paiements, ceux qui avaient des ressources faibles, qui recevaient plus de *lecor* que de pesos en paiement de leur travail, avaient recours au change quand ils avaient besoin de pesos – et non l'inverse. Cf. Delfos (2002) et *La Voz del Interior*, 28/7/2002.

<sup>51</sup> Pour une analyse des processus de définition et de redéfinition des frontières sociales en relation à l'éducation des familles, cf. de Saint Martin et Gheorghiu (2010). En particulier, Denis Merklen et Monique de Saint Martin: « Subtiles ou évidentes, les frontières balisent l'espace social dans lequel se définissent comportements et pratiques. [...] La notion de frontière se révèle ainsi essentielle à la compréhension des groupes sociaux et au décryptage de l'espace social. D'une part, les frontières délimitent les contours des différents groupes [...] et établissent la séparation avec les autres. D'autre part, les frontières ouvrent des espaces d'échange et de rencontre pour que les groupes communiquent entre eux » (Merklen et de Saint Martin, 2010 : 9-10).

La crise de 2001 a été un processus national ; bien que son impact n'ait pas été ressenti uniformément dans toutes les régions du pays, la manière selon laquelle les principaux conflits – relatifs aux dépôts bancaires, aux dettes, à la dévaluation en général – ont été définis ainsi que les stratégies de l'État pour y faire face, ont été établis au niveau national. Les monnaies provinciales, en revanche, témoignent de la dimension fédérale de la crise : du fait que les diverses provinces n'occupaient pas des positions équivalentes, que leurs relations avec le pouvoir central étaient conflictuelles et que les liens entre elles avaient aussi été mis à l'épreuve par la crise. En définitive, que ce que nous appelons appartenance sociale n'est pas seulement le résultat d'un processus toujours ouvert – dans le sens où la société est toujours en train de se faire – objet de négociations et de conflits, mais se joue aussi à divers niveaux dont l'articulation est souvent problématique. La pluralité monétaire qui s'est développée en Argentine pendant la crise, pluralité ayant une assise territoriale, révèle dans ce cas – comme dans celui des fédérations en général – que la construction de l'appartenance sociale suppose, au minimum, deux plans : celui des provinces et celui de la Nation. Et que l'articulation entre les deux – à laquelle contribue, entre autres facteurs, la monnaie nationale de cours légal forcé – est un des aspects que la crise bouleverse.

## Conclusions

La prolifération des monnaies provinciales dans plus de la moitié des districts d'Argentine a constitué un des traits saillants de la crise de 2001. Ce qui montre à quel point la monnaie était au cœur du bouleversement économique et politique qui a secoué le pays au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

En effet, il ne s'agissait pas seulement de la fin du *currency board* (qui supposait entre autres la parité fixe entre le peso et le dollar), des conflits et des complexes négociations qui s'ensuivaient, mais aussi - comme nous l'avons montré dans ce texte - de la multiplication des monnaies au sein du territoire national dont la validité était le plus souvent limitée à une ou plusieurs provinces. En d'autres termes, la crise entraînait une perturbation de l'ordre monétaire tel qu'il s'était configuré depuis le début des années 1990 et ceci se réalisait dans le même temps mais de diverses manières. D'une part, à travers le détachement du peso par rapport au dollar et l'élimination des restrictions appliquées à l'émission monétaire que la loi relative au *currency board* avait imposées en 1991<sup>52</sup>. D'autre part, au moyen de la diffusion croissante de monnaies « provinciales » qui rendaient de plus en plus complexe la pluralité monétaire qui, depuis un certain temps déjà, caractérisait le pays.

Au delà du cas argentin, l'analyse du phénomène de la multiplication de monnaies nous a permis de mettre en évidence les caractéristiques singulières que les crises monétaires peuvent adopter dans les pays organisés en fédérations. Dans ces pays, les formes et les effets de la crise monétaire se présentent, d'une certaine manière, décomposés sur deux plans différents – bien qu'articulés entre eux : celui de la Nation ; celui des provinces ou états fédéraux. La portée de la crise ne peut donc pas

---

<sup>52</sup> Rappelons que l'une des composantes essentielles de cette loi était l'obligation pour la Banque Centrale de créditer en devises ou en or équivalent la totalité de la masse monétaire en circulation dans le pays.



être comprise sans considérer l'histoire des relations entre le pouvoir central et les provinces, ainsi que leur configuration avant et après la crise.

Dans le cas de l'Argentine, pays marqué par de profondes inégalités régionales et avec une histoire conflictuelle en ce qui concerne la distribution des revenus fiscaux entre le pouvoir central et les provinces, la crise a contribué à creuser des asymétries régionales, tout en dévoilant des tensions non résolues dans la répartition des ressources entre les diverses juridictions.

La prise en compte des différences dans la manière dont la crise monétaire frappe au niveau national et au niveau provincial est centrale pour comprendre non seulement les effets de la crise et les outils qui ont été définis pour y répondre mais aussi les caractéristiques de l'ordre monétaire préalable. En d'autres termes, cette distinction est fondamentale pour comprendre la monnaie que la crise vient perturber et révéler.

En effet, l'idée que la monnaie est avant tout un opérateur de l'appartenance sociale (Aglietta et Orléan, 1998 et 2002) est souvent associée, dans les analyses des systèmes monétaires modernes, à l'image d'une monnaie nationale unique, capable d'exprimer l'adhésion à cette totalité sociale que forment les États-nations. Néanmoins, il faut reconnaître que dans le contexte d'une fédération cette appartenance sociale est le résultat d'un processus qui se joue simultanément sur les deux plans – national et provincial – même si l'un d'eux (le plan national) domine à maints égards. Il importe de prendre en compte cette caractéristique pour comprendre pourquoi une des manifestations les plus significatives de la perturbation de la monnaie provoquée par la crise a été son incapacité à circuler de manière homogène et exclusive sur le territoire national.

Divers auteurs ont signalé que la pluralité monétaire n'est pas une anomalie des systèmes monétaires modernes. Au contraire, elle constitue l'une de ses caractéristiques typiques, née de la tension toujours présente entre l'unicité de l'unité de compte et la pluralité des moyens de paiement (Blanc, 2008 et 2009 ; Orléan, 2009 ; Servet, Théret et Yildirim, 2008 et Théret, 2007 et 2008). Or, ceci ne signifie pas que les diverses monnaies circulant au sein d'un même territoire soient homogènes ou dotées de propriétés similaires. Au contraire, comme nous l'avons démontré à travers l'analyse du cas du *lecor*, il existe des différences importantes entre elles, en matière de milieux de circulation, de leurs usages possibles et de leur valeur symbolique, dont les conséquences sont importantes. En même temps, cette « cohabitation » entre monnaies ne suppose pas pour autant une articulation parfaite et harmonieuse entre elles, ni l'absence de conséquences susceptibles d'être évaluées négativement. Les conflits observables entre monnaies différentes – et surtout par leur intermédiaire – en sont une preuve, tout comme le sont les effets en termes de reproduction ou même d'approfondissement de certaines formes d'inégalités sociales.

Les différences et les tensions entre les diverses monnaies qui coexistent apparaissent avant tout dans la conversion, laquelle constitue, comme le soulignent les travaux de Jérôme Blanc et de Jane Guyer, un des enjeux centraux de la pluralité monétaire et, en conséquence, de l'étude des usages sociaux de l'argent (Blanc, 2009: 677; Guyer, 2011).

Le cas de Córdoba permet de montrer que l'univers des conversions monétaires comprend diverses dimensions. Dans cette logique, nous reprenons ici l'affirmation de Blanc, pour qui la conversion des monnaies « apparaît comme un opérateur générique

de transformation qualitative de la monnaie conçue dans un sens anthropologique. [...] La combinaison de marqueurs socioéconomiques, de formes monétaires et d'univers symboliques potentiellement distincts suggère l'étendue des conversions possibles » (Blanc, 2009 : 677).

Explorer la conversion entre diverses monnaies implique alors de prêter attention aux acteurs marquants des processus de conversion, aux circuits de conversion différenciés qui sont créés et aux relations de valeur, variables entre monnaies. En tant que dimension singulière des usages de l'argent, la conversion monétaire constitue aussi un espace particulièrement révélateur de la pluralité des rationalités qui entrent en jeu dans les pratiques monétaires.

L'étude de l'expérience de la création de monnaies provinciales, à partir de l'analyse du cas du *lecor*, nous a montré que la conversion – dans ses diverses modalités – constitue, avec des sens variés, un aspect central de la pluralité monétaire. En premier lieu, elle l'est dans un sens, que nous pourrions appeler stratégique, dans la mesure où l'existence de circuits fluides de conversion contribue à la circulation de nouvelles monnaies. En second lieu, elle est centrale du point de vue de ses conséquences. Dans le cas du *lecor* – tout comme dans celui d'autres monnaies provinciales circulant en 2001 – le marché informel de change a offert à de nombreux acteurs une opportunité de spéculation qui, alors même qu'elle générait d'importants bénéfices pour quelques participants (les grandes entreprises avec accès au marché national ou international, et les changeurs), impliquait pour d'autres une perte de revenus (surtout pour les salariés qui ne pouvaient se soustraire au change des *lecor* en pesos sur le marché). Pour ces motifs, ce circuit de conversion marchand a contribué à renforcer des frontières déjà existantes entre groupes sociaux ou en a créé de nouvelles. Les deux effets doivent être pris en compte afin de comprendre la manière dont se réalise l'articulation entre monnaies différentes dans un contexte de pluralité monétaire.

L'examen des divers circuits de conversion – aussi bien celui formé par les changeurs « professionnels » que ceux construits à partir des réseaux de parents, amis ou voisins – nous a permis d'identifier d'autres caractéristiques importantes de l'expérience des monnaies provinciales et, en général des processus de création monétaire. Nous avons vu que même si l'ensemble d'actions engagées par l'État provincial au moment de l'émission du *lecor* a été central pour doter la nouvelle monnaie de confiance (négociations avec des chambres d'entrepreneurs, création d'une Caisse de Compensation pour que les commerces qui acceptaient des *lecor* puissent les changer par des pesos afin de payer les impôts nationaux ; adaptation des comptes bancaires à la comptabilité « bi-monétaire », etc.), l'analyse du processus par lequel une nouvelle monnaie est mise en circulation ne peut pas se limiter à ce que fait l'État. Au contraire, il convient de prêter attention aux *autres* acteurs importants dans le processus (surtout les changeurs des circuits « professionnels » de conversion) dont les actions ne dérivent pas automatiquement de la politique publique pas plus qu'elles ne sont concertées avec les autorités. Mais il importe aussi de pouvoir prendre la mesure de ce que l'État *ne fait pas* – par exemple, réguler le marché des changes des bons – et de saisir les conséquences que cela peut avoir pour la circulation de la monnaie.

C'est pourquoi nous avons également montré que l'étude des phénomènes monétaires exige de combiner un regard sur l'action de l'État, sur l'autorité souveraine

chargée d'émettre et de garantir la monnaie, avec ce que Jane Guyer a appelé une « vision des gens » de l'histoire monétaire (Guyer, 1995) ; c'est-à-dire, un regard sur les modes selon lesquels l'argent est utilisé, compté et représenté par les personnes. Sans ce type d'analyse, l'examen de la monnaie est nécessairement partiel, dans la mesure où il ne rend pas compte des pratiques qu'elle permet et dont elle est l'objet ou, comme le rappelle J. Blanc, dans la mesure où il laisse dans l'ombre les qualités de la monnaie moderne – celles que la sociologie classique avait considéré noyées du fait de la prédominance de la quantité.

Si nous reprenons les termes de la littérature sur la monnaie qui trouve ces racines dans les travaux de Michel Aglietta et André Orléan, il s'agit d'abord de considérer à la fois les trois dimensions de la confiance dans la monnaie (éthique, hiérarchique, méthodique), sans en privilégier une par rapport aux autres (Aglietta et Orléan, 1998) ; mais aussi d'appréhender la monnaie à travers toutes les modalités de sa présence dans le monde (Théret, 2008) : dans son état incorporé (comme unité de valeur), dans son état institutionnalisé (comme ensemble de règles qui unifient un espace monétaire) et dans son état objectivé (comme ensemble d'instruments de paiement – ce qui suppose non seulement de « suivre » les objets-monnaie mais aussi de prendre au sérieux les formes selon lesquelles ils sont utilisés et pensés).

Nous espérons avoir montré dans ce texte que toute perspective qui ne prendrait pas en compte les trois formes simultanément et leur articulation, laisserait de côté un élément fondamental pour la compréhension aussi bien de la construction sociale de la monnaie, que des processus par lesquels la confiance dans la monnaie est perturbée pendant les crises monétaires.

### Références bibliographiques

- Aglietta, Michel et Orléan, André (dir.) (1998) *La monnaie souveraine*, Paris : Odile Jacob.
- Aglietta, Michel et Orléan, André (2002) *La monnaie entre violence et confiance*, Paris : Odile Jacob.
- Argañaraz, Nadin ; Capello, Marcelo et Garzón, Juan Manuel (2003) « Cuasi monedas provinciales: un análisis de su existencia y actual rescate », Serie Política Fiscal, n° 4, IERAL-Fundación Mediterránea.
- Blanc, Jérôme (2000) *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire*, Paris : L'Harmattan.
- Blanc, Jérôme (2006) « Karl Polanyi et les monnaies modernes : un réexamen » in Lazuech, Gilles et Moulévrier, Pascale *Contribution à une sociologie des conduites économiques*, Paris : L'Harmattan, pp. 51-66.
- Blanc, Jérôme (2008) "Fongibilités et cloisonnements de la monnaie" in Baumann, E., L. Bazin, P. Ould-Ahmed, P. Phélinas, M. Selim et R. Sobel (dir.) *L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes*, Paris: L'Harmattan, pp. 29-54.
- Blanc, Jérôme (2009) "Usages de l'argent et pratiques monétaires" in Steiner, Philippe et Vatin, François (dir.) *Traité de sociologie économique*, Paris : PUF, pp. 649-688.
- Carruthers, Bruce et Babb, Sarah (1996) "The color of money and the nature of value: greenbacks and gold in postbellum America", *The American Journal of Sociology*, vol. 101, n° 6, pp. 1556-1591.

- Cetrángolo, Oscar et Gatto, Francisco (2002) « Las provincias en la crisis argentina. Algunos elementos para discutir las prioridades de la cooperación internacional », travail présenté au *Seminario « Argentina un anno dopo: quale Cooperazione? »*, CeSPI- IILA, Roma, 6 décembre 2002.
- Cetrángolo, Oscar et Jiménez, Juan Pablo (2004) « Las relaciones entre niveles de gobierno en Argentina. Raíces históricas, instituciones y conflictos persistentes », communication présentée au *XVI Seminario regional de política fiscal*, CEPAL, Santiago de Chile, 26-29 janvier 2004.
- Chelala, Santiago (2003) « La utilización de terceras monedas. El caso argentino », communication présentée à la *Conferencia internacional « La obra de Carlos Marx y los desafíos del siglo XXI »*, La Habana, 5-8 mai 2003. Disponible sur: [www.nodo50.org/cubasigloXXI/congreso/chelala\\_10abr03.pdf](http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/congreso/chelala_10abr03.pdf). Consulté le 5 juin 2012.
- Guyer, Jane (1995) « Introduction : the currency interface and its dynamics » in Guyer, J. (éd.) *Money matters. Instability, values and social payment in the modern history of west African communities*, London-Portsmouth: James Currey-Heinemann, pp. 1-33.
- Guyer, Jane (2004) *Marginal Gains. Monetary transactions in atlantic Africa*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Guyer, Jane (2011) “Soft currency, cash economies, new monies: past and present”, *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (PNAS), February 14, 2012 vol. 109, nº 7, pp. 2214-2221. Publié online avant édition: www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.1118397109*
- Helleiner, Eric (2003) *The making of national Money. Territorial currencies in historical perspective*, Ithaca, Cornell University Press.
- Licari, Juan Manuel ; Calcagno, Juan Carlos; Oviedo, Jorge et Pellegrini, Santiago (s.d.) « Cuasi monedas provinciales. Medición absoluta y comparada », Observatorio de la Economía, Instituto de Economía y Finanzas, Facultad de Ciencias Económicas, Universidad Nacional de Córdoba. Disponible sur: [http://www.eco.unc.edu.ar/ief/miembros/archivos/prof\\_oviedo/oviedo-cuasimonedas.pdf](http://www.eco.unc.edu.ar/ief/miembros/archivos/prof_oviedo/oviedo-cuasimonedas.pdf). Consulté le 19 mai 2009.
- Luzzi, Mariana (2005) *Réinventer le marché? Les clubs de troc face à la crise en Argentine*, Paris, L’Harmattan, Collection Logiques Sociales.
- Luzzi, Mariana (2014) Entrée « Cuasimonedas » in : *Pequeño Diccionario del léxico corriente de la política argentina (1983-2007)*, Buenos Aires : Universidad Nacional de General Sarmiento, 2014 (à paraître).
- Merklen, Denis et de Saint Martin, Monique (2010) « Frontières sociales : divisions, mouvements » in Saint Martin, Monique de et Gheorgiu, Mihaï Dinu (dir.) (2010) *Éducation et frontières sociales. Un grand bricolage*, Paris : Michalon, pp. 9-24.
- Obradovich, G. (2007) « Los intercambios cotidianos con bonos provinciales de Entre Ríos » en Ferraudi Curto, Cecilia et alii *La sociología ahora*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores.
- Orléan, André (2009) “La sociologie économique de la monnaie” in Steiner, Philippe et Vatin, François (dir.) *Traité de sociologie économique*, Paris : PUF, pp. 209-246.
- Ould-Ahmed, Pepita (2002) « Logiques économiques de la fragmentation monétaire. L’expérience de la Russie post-socialiste », *Journal des Anthropologues*, nº 90-91, pp. 261-282.

- Saint Martin, Monique de et Gheorgiu, Mihaï Dinu (dir.) (2010) *Éducation et frontières sociales. Un grand bricolage*, Paris : Michalon.
- Sbatella, José A. (2002) « Cuasi monedas : ¿crisis del Estado nacional o nuevo pacto federal ? », ronéo.
- Schvarzer, Jorge et Finkelstein, Hernán (2003) « Bonos, cuasi monedas y política económica », *Realidad económica*, nº 193, p. 79-95.
- Servet, J.-M., B. Théret et Z. Yildirim (2008), “ Universalité du fait monétaire et pluralité des monnaies ”, in Baumann E., Bazin, L., Ould Ahmed P. et alii (dir.), *L'Argent des anthropologues, la monnaie des économistes*, Paris, L'Harmattan, pp. 167-207.
- Théret, Bruno et Zanabria, Miguel (2007) « Sur la pluralité des monnaies publiques dans les fédérations. Une approche de ses conditions de viabilité à partir de l'expérience argentine récente », *Économie et institutions*, nº 10-11, pp. 9-66.
- Théret, B. (2007) « La monnaie au prisme de ses crises d'hier et d'aujourd'hui », in B. Théret (dir.), *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, Editions de l'EHESS, Vol. 1, pp. 17-74.
- Théret, B. (2008), « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, Vol. 59, nº 4, juillet, pp. 813-841.
- Tilly, Charles (2004) « Social boundary mechanism », *Philosophy of social sciences*, vol. 34, nº 2, juin 2004, pp. 211-236.

## **Sources**

### *Articles de presse*

Journal *La Voz del Interior*, ville de Córdoba, 2001-2003

Journal *El Diario del Centro del País*, ville de Villa María (province de Córdoba), 2001-2003

### *Autres sources*

Corominas, Joan (1973) *Breve diccionario etimológico de la lengua castellana*, Madrid : Gredos.

Delfos. Opinión Pública e Investigación de mercado (2002) *Informe: Uso de bonos lecor*, julio de 2002.